



COOPÉRATION MÉDICALE ALGÉRO-CHINOISE

## SOIXANTE-DEUX ANS AU CHEVET DU PATIENT ALGÉRIEN

Pages 6,7 et 8

LE JEUNE

N° 8303 MERCREDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2025

PRODUCTION LOCALE DE VACCINS

# INDÉPENDANT

[www.jeune-independent.net](http://www.jeune-independent.net)

[direction@jeune-independent.net](mailto:direction@jeune-independent.net)

Page 4

## Fin de la dépendance

## VAGUE DE PROTESTATIONS SOCIALES ET POLITIQUES

# LA RUE MAROCAINE DÉFIE LE MAKHZEN

*Que se passe-t-il au Maroc ? Depuis une semaine, le royaume marocain est secoué par une vague de manifestations et de protestations. Ces mouvements de colère ont surgi suite à une accumulation de revendications sociales et politiques qui durent depuis plusieurs mois. Le déclic semble être l'affaire scandaleuse de la mort de plusieurs femmes dans un hôpital public à Agadir dans le sud du pays. Ces décès ont créé un véritable choc au sein de l'opinion publique et provoqué une grogne qui s'est cristallisée dans des mouvements populaires et sociaux, qui se poursuit toujours. Page 3*



RECRUTEMENT DES SUPERVISEURS DE L'ÉDUCATION

## Qui peut postuler

Page 2

EXPLOITATION MINIÈRE

## Deux licences pour la Sonarem

Page 5

LIGUE 1 MOBILIS

## L'USMA ne gagne plus, l'ESS chute

Page 10

L'innovation  
 universitaire passe  
 au marché

LE MINISTÈRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique vient de lancer « Protomarket », le plus grand concours national destiné aux étudiants et diplômés porteurs de projets innovants. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de faire de l'université un moteur d'innovation et de création de valeur économique. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Le défi « Protomarket » a été officiellement annoncé par le ministère comme un dispositif majeur de valorisation de la recherche et de l'innovation. Il cible spécifiquement les étudiants et diplômés ayant déjà obtenu le label « projet innovant », signe de reconnaissance de leur créativité et de la pertinence de leurs propositions.

L'objectif de cette initiative est de permettre aux jeunes innovateurs de franchir une nouvelle étape en transformant leurs prototypes en produits viables sur le marché. Le ministère tient à préciser que ce programme ne se limite pas à un simple concours, mais constitue un accompagnement structuré et suivi. Les porteurs de projets sélectionnés bénéficieront d'un encadrement technique et méthodologique afin d'optimiser leurs prototypes et d'assurer leur compétitivité.

L'un des points forts de ce défi réside dans le financement mis à la disposition des candidats. Chaque projet retenu pourra obtenir jusqu'à 1 million de dinars pour finaliser son prototype et amorcer sa phase de commercialisation. Le ministère ajoute que dans des cas exceptionnels et sur décision de la Commission nationale de sélection, cette enveloppe pourra être portée à 2 millions de dinars.

Les inscriptions à ce défi national sont désormais ouvertes via la plateforme numérique dédiée. Les candidats ont jusqu'au 6 octobre pour déposer leurs dossiers et soumettre leurs projets. La sélection se fera sur la base de critères précis établis par la Commission nationale, qui évaluera notamment la faisabilité, l'originalité et le potentiel de commercialisation des prototypes. Les résultats finaux seront annoncés le 19 octobre. Les lauréats bénéficieront non seulement du financement prévu, mais également d'un accompagnement renforcé pour assurer la concrétisation de leurs idées.

Ce soutien financier représente un levier important pour les jeunes porteurs de projets, souvent confrontés aux difficultés de financement dans les premières phases de développement. Il constitue également un signal fort de la volonté des pouvoirs publics de miser sur l'innovation nationale et de soutenir les jeunes talents.

Sihem B.

RECRUTEMENT DE SUPERVISEURS DE L'ÉDUCATION

Qui peut postuler aux postes vacants

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a tenu à apporter des clarifications importantes concernant les conditions d'exploitation des listes de réserve issues du concours de recrutement des superviseurs de l'éducation organisé en 2024.

Dans une réponse officielle adressée, hier, au sénateur Kamel Khelifati, le ministre a rappelé que les préoccupations soulevées par le parlementaire traduisent l'intérêt porté à la gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation, tout en insistant sur la nécessité de se conformer strictement aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Le ministre a précisé, à ce titre, que les missions dévolues au grade de superviseur de l'éducation diffèrent fondamentalement de celles confiées à l'éducateur spécialisé dans le soutien scolaire. Cette distinction est clairement définie par le décret exécutif n° 25-54 du 21 janvier 2025, fixant le statut particulier des fonctionnaires relevant des corps spécifiques de l'éducation nationale.

S'agissant de l'exploitation des listes de réserve, il a rappelé qu'elles sont encadrées par le décret exécutif n° 12-194 du 25 avril 2012 relatif aux modalités d'organisation et de déroulement des concours, examens et épreuves professionnelles.

L'article 5 de ce texte stipule que les postes budgétaires ouverts pour le recrutement demeurent disponibles pendant une durée de douze mois après la clôture de l'exercice budgétaire concerné.

Dans le même sens, le ministre a évoqué l'instruction n° 01 du 20 février 2013 émanant de la direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative, qui détaille les procédures d'établissement et de validité des listes de réserve.

Cette instruction précise notamment que les administrations publiques peuvent remplacer, dans un délai d'un mois, les candidats définitivement admis mais n'ayant pas rejoint leurs postes, en respectant l'ordre de mérite fixé par les commissions compétentes. Soucieuses de rationaliser la gestion des postes budgétaires et de répondre aux besoins prioritaires des établissements, les autorités veillent à ce que les listes de réserve demeurent valides jusqu'à l'ouverture d'un nouveau concours pour l'exercice suivant, et au plus tard jusqu'à la clôture de l'année budgétaire. À titre excep-



tionnel, elles peuvent également être utilisées pour pourvoir les postes devenus vacants entre deux concours, notamment en cas de départ à la retraite, mutation, service national, licenciement, révocation, démission ou décès. Le ministre a enfin assuré que les services de son département, aussi bien au niveau central que local, activent chaque année les listes de réserve dans la limite des postes réellement disponibles et conformément aux besoins exprimés sur le terrain, garantissant ainsi une gestion rigoureuse et transparente des ressources humaines dans le secteur de l'éducation nationale.

Pour rappel, le ministère de l'Éducation nationale avait procédé l'année passée à l'ouverture de la plateforme d'inscription au concours de recrutement des superviseurs de l'éduca-

tion pour l'année 2024.

Le concours a concerné les trois paliers d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) et les inscriptions se font exclusivement en ligne via concours.onec.dz.

Les conditions d'accès exigent au minimum un baccalauréat ou un diplôme de technicien supérieur. Les titulaires de diplômes universitaires (licence ou master) doivent renoncer à leur qualification pour postuler.

Les missions du superviseur d'éducation, faut-il le noter, incluent la surveillance de la discipline, l'accompagnement des élèves dans les activités culturelles, sociales et sportives, ainsi que des tâches administratives, telles que le suivi des absences et la participation à la préparation des examens.

Lynda Louifi

PÔLE UNIVERSITAIRE DE TAMDA

10 000 places pédagogiques  
 et 2 000 lits livrés

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, en visite hier à Tizi Ouzou, a inauguré, au pôle universitaire de Tamda, dans la commune de Ouaguenoun, de nouveaux blocs pédagogiques offrant 10 000 places ainsi qu'une résidence universitaire pour jeunes filles d'une capacité de 2 000 lits. La présence du ministre dans ce pôle, qui a connu ces dernières années un essor remarquable en matière d'infrastructures universitaires, a également été l'occasion de visiter l'École normale supérieure (ENS), provisoirement installée sur le site. C'est dans cet espace que les étudiants en fin de cycle ont présenté leurs dernières inventions scientifiques. Manifestement satisfait, le ministre a salué le dynamisme de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, « en progrès constant dans le domaine de la recherche scientifique », a-t-il indiqué.

Sans verser dans un discours pompeux,

Kamel Baddari a rappelé les missions de l'université, notamment sa capacité à répondre aux besoins de développement et de bien-être de la région et de ses citoyens. Dans le même sens, le recteur de l'UMMTO, Pr Ahmed Bouda, a confié au Jeune Indépendant que près d'une centaine d'inventions ont été réalisées par les étudiants chercheurs en l'espace d'une année. Toujours sur le volet innovation, le ministre a annoncé que les projets seront financés à hauteur de 1 à 2 millions de dinars chacun. Concernant l'hébergement, il a rappelé qu'un programme de 8 000 et 2 000 lits est en cours de réalisation, avec un taux d'avancement respectif de 85 et 70%. Leur livraison est prévue pour la rentrée universitaire 2026-2027, ce qui permettra de mettre un terme au déficit chronique en places pédagogiques et en lits.

Cependant, une situation préoccupante a été relevée au niveau de la résidence universitaire

de jeunes filles de M'douha. Sur les 15 pavillons que compte la cité, 6 sont fermés pour cause de délabrement avancé, représentant 338 chambres et 664 lits. Les 9 pavillons restants disposent de 627 chambres et 1261 lits. Le ministre a insisté sur l'urgence de restaurer ces pavillons afin de les remettre en exploitation.

Le wali de Tizi Ouzou, Abou Bakr Essedik Boucetta, a profité de l'occasion pour suggérer la restauration de toutes les résidences universitaires en mauvais état, une proposition jugée « pertinente et positive » par le ministre, qui a assuré que les financements nécessaires seront mobilisés sur le budget de la wilaya. Enfin, concernant la formation dispensée à l'ENS de Tamda, elle s'étend sur 4 ans pour les futurs enseignants du cycle primaire, 5 ans pour ceux du cycle moyen et 6 ans pour les enseignants du secondaire.

De notre bureau, Saïd Tisseguine

VAGUE DE PROTESTATIONS SOCIALES ET POLITIQUES AU MAROC

La rue défie le Makhzen

Que se passe-t-il au Maroc ? Depuis une semaine, le royaume marocain est secoué par une vague de manifestations et de protestations. Ces mouvements de colère ont surgi suite à une accumulation de revendications sociales et politiques qui dure depuis plusieurs mois. Le déclic semble être l’affaire scandaleuse de la mort de plusieurs femmes dans un hôpital public à Agadir dans le sud du pays. Ces décès ont créé un véritable choc au sein de l’opinion publique et provoqué une grogne qui s’est cristallisée dans des mouvements populaires et sociaux, qui se poursuit toujours.

Les derniers mouvements ont fait suite à des appels lancés et partagés à grand échelle sur les réseaux sociaux. Génération Z 212 est le nom donné au mouvement par ses initiateurs sur la plateforme numérique Discord. Plusieurs milliers de Marocains, des jeunes pour la majorité sont sortis dans plusieurs villes du Royaume réclamer des réformes et contester les politiques menées par le gouvernement marocain. Ces manifestations ont été violemment réprimées par les services de sécurité du makhzen. Selon des témoignages, répercutés par des médias locaux et étrangers, il y aurait des centaines d’arrestations à travers le Maroc. Sur les réseaux sociaux, plusieurs vidéos documentent les arrestations musclées des forces de l’ordre contre les manifestants en train de s’exprimer devant les caméras des médias et devant des sièges des administrations ou des organismes gouvernementaux. Selon des observateurs, il semble que ce mouvement populaire s’est inscrit dans la durée, et prend de l’ampleur de jour en jour. Le gouvernement marocain s’est refusé à toute déclaration, et n’a pas livré à la presse le moindre détail sur ce mouvement populaire. Hier, une soixantaine de jeunes ont été interpellés à Rabat uniquement, lors d’une manifestation organisée par le collectif G Z 212. Ces manifestants réclamaient de meilleurs services de santé et d’éducation. On ne connaît pas encore le nombre des arrestations dans les autres villes, certains avancent des chiffres dépassant les 500. « Le peuple veut la santé, l’éducation et qu’on lui rende des comptes », scandaient les manifestants, réclamant aussi le départ du premier ministre Aziz] Akhannouch. « Les stades sont là, mais où sont les hôpitaux ? », criaient d’autres protestataires dans une allusion à la Coupe d’Afrique des nations (CAN) organisée en fin d’année au Maroc et au



La rue contre l’injustice du Makhzen.

Mondial 2026 co-organisé avec l’Espagne et le Portugal. Les forces de police sont mobilisées depuis plusieurs jours et tentent d’interdire tout rassemblement dans le centre de la capitale marocaine. Selon Hakim Sikouk, président de la branche locale de l’Association marocaine des droits humains (AMDH), « il y a plus de soixante arrestations à Rabat » et d’un nombre non précisé dans d’autres villes, comme Casablanca, Agadir, Oujda et Meknès. Plusieurs dizaines d’autres jeunes ont comparu hier devant le procureur général. Cette vague de protestation qui réclame des réformes dans les secteurs de l’éducation et la santé intervient quelques semaines après le décès de huit femmes dans un hôpital public à Agadir. Il faut souligner que le collectif Gen Z 212, dont les fondateurs sont inconnus, est apparu

récemment par des appels à manifester sur des réseaux comme Discord. Il se décrit comme un « espace de discussion » sur « des questions qui concernent tous les citoyens, comme la santé, l’éducation et la lutte contre la corruption ». Dans ce pays, les observateurs ne cessent d’évoquer les inégalités sociales de plus en plus croissantes, la crise économique amplifiée par l’inflation galopante, le chômage endémique et la résurgence de fléaux sociaux. Cette situation s’est aggravée par la répression policière, les interdictions, les interpellations et l’absence des libertés publiques. De plus, la crise économique et sociale est collée aux dérives du régime dans sa politique forcenée de normalisation avec l’entité sioniste, en dépit du refus de la majorité de la population marocaine et sa solidarité avec le peuple palestinien.

Hachemi B.

ANNULATION UNILATÉRALE DE L’ACCORD D’ALGER  
« Bamako a déclaré la guerre à son peuple »

LE PRÉSIDENT de l’Association des parlementaires algériens, Mustapha Kahiliche, a dénoncé avec force l’annulation unilatérale par la junte militaire malienne de l’« Accord de paix et de réconciliation » issu du processus d’Alger de 2015, qualifiant cette décision de véritable déclaration de guerre contre une partie du peuple malien. Selon lui, ce geste crée un contexte propice à l’instabilité, à la montée de l’extrémisme et de la criminalité organisée, tout en entraînant une catastrophe humanitaire avec des déplacements massifs de populations. En réaction aux propos du ministre d’État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération africaine, Ahmed Attaf, prononcés, avant-hier, devant l’Assemblée générale des Nations unies, suite aux accusations récemment formulées par Bamako à l’encontre de l’Algérie, Mustapha Kahiliche a déclaré, hier, sur les ondes de la radio algérienne, que l’annulation de l’accord, jusqu’ici cadre légal et politique pour la paix et la réconciliation au Mali, ouvre la voie à un conflit interne majeur, à la violence et aux déplacements des populations. Il a souligné que cette décision favorise le recrutement de jeunes par des groupes terroristes et la criminalité organisée, aggravant ainsi une situation déjà fragile dans le Sahel. Le chercheur et analyste a également dénoncé la contradiction manifeste dans la politique de la junte malienne, qui a remplacé la mission de maintien de la paix de l’ONU par des mercenaires de la société Wagner, tout en accusant l’Algérie, reconnue pour son rôle central dans la lutte contre le terrorisme, de soutenir les groupes extrémistes.

Mustapha Kahiliche a rappelé le message clair d’Ahmed Attaf, soulignant que « la main de l’Algérie reste tendue, ses efforts se poursuivent, et sa patience est inépuisable pour maintenir le lien avec le peuple malien ». Selon lui, cette position reflète la sagesse de la diplomatie algérienne, qui valorise les relations de voisinage, les liens historiques et culturels profonds, tout en plaçant l’intérêt du peuple malien au-dessus des ambitions d’une junte défaillante. Le président des parlementaires algériens a également critiqué le manque de fondement des accusations portées par Bamako dans les forums internationaux, rappelant que l’Algérie bénéficie d’une confiance internationale solide, confirmée par ses postes à responsabilité dans des organismes, tels que le Conseil de sécurité de l’ONU et par les éloges de grandes puissances, telles que les États-Unis pour sa coopération en matière de sécurité. Par ailleurs, Kahiliche a précisé que l’Algérie, malgré les tensions et les accusations, ne se laissera pas entraîner dans des escalades conflictuelles. Elle restera fidèle à ses principes de soutien à la stabilité régionale et à l’accompagnement des populations, convaincue que la junte malienne finira par comprendre l’erreur de sa trajectoire et reviendra sur le chemin de la paix représenté par l’accord d’Alger. Pour le même responsable, le respect de l’accord n’est pas seulement un impératif politique, mais un « levier essentiel pour prévenir l’effondrement humanitaire et sécuritaire au Mali et dans l’ensemble du Sahel ».

Meriem D.

ATELIER SUR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE À MIDRAND

L’Algérie plaide pour une loi africaine sur l’IA

DEPUIS MIDRAND, en Afrique du Sud, la députée Bahdja El Amali, présidente de la commission des transports, de l’industrie, de la communication, de l’énergie, des sciences et de la technologie du Parlement panafricain, a plaidé pour l’adoption d’une loi panafricaine sur l’intelligence artificielle (IA), conciliant innovation, protection des droits et souveraineté numérique. C’est ce qu’a indiqué, hier, un communiqué de l’Assemblée populaire nationale (APN).

Selon le communiqué, la Commission des transports, de l’énergie, de l’industrie, de la science et de la technologie, représentant l’Algérie, s’est engagée dans l’élaboration d’une loi type sur la gouvernance de l’intelligence artificielle. Bahdja El Amali a expliqué que ce texte visait à « concilier les exigences de l’innovation et la protection des droits, tout en consolidant la souveraineté numérique du continent ».

L’annonce a été faite lors d’un atelier de haut niveau consacré à la transformation numérique et aux systèmes d’innovation destinés à accélérer le développement intégré de l’Afrique. L’initiative se veut un cadre de référence souple, capable d’aider les gouvernements et décideurs africains à mettre en place des législations modernes adaptées aux priorités locales et aux évolutions technologiques. Elle vise également à « garantir la protection des individus et des communautés, tout en préservant l’avenir du continent grâce à une ouverture sur l’innovation durable ».

Le projet de loi s’appuie sur des principes fondamentaux, tels que la transparence, la reddition de comptes, la protection des données et de la vie privée, la sûreté et la sécurité, la promotion de l’innovation, ainsi que l’équité et la non-discrimination. L’APN souligne que l’innovation doit être renforcée comme moteur du développement durable, à condition d’établir des cadres réglementaires et éthiques stricts pour que l’intelligence artificielle serve l’humain sans menacer ses droits ou sa sécurité.

Le projet a reçu une large attention du président du Parlement panafricain et le soutien de la commission, grâce à l’apport d’experts et de techniciens internationaux du numérique. « L’idée avancée par El Amali d’instituer un sommet parlementaire numérique annuel, consacré à la concertation sur l’avenir de la numérisation en Afrique, a également été adoptée », précise le communiqué.

L’initiative a été saluée comme « une avancée pionnière » vers une législation moderne, capable d’accompagner les mutations technologiques rapides. Elle constitue, selon le Parlement panafricain, une étape importante dans la construction d’un avenir numérique plus sûr, équitable et inclusif, en adéquation avec les aspirations des peuples africains.

Khalil Aouir

## INVESTISSEMENTS

# Plus de 173 000 projets enregistrés par l'AAPI

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a révélé, hier à Blida, que 173 385 projets d'investissement ont été enregistrés au 18 septembre, devant générer plus de 420 000 d'emplois directs.

Il a ajouté que le principal défi auquel l'AAPI est confrontée aujourd'hui est de soutenir les projets d'investissement enregistrés via ses guichets uniques à travers le pays et d'atteindre l'objectif fixé par le président de la République de 20 000 projets d'ici fin 2029. « Cela incarne sa vision de faire de l'investissement un moteur de développement », a-t-il dit. Dans son allocution d'ouverture lors de la rencontre sur la situation et les perspectives de l'investissement dans la wilaya de Blida, M. Rekkache a ajouté que le Président Tebboune fait de la diversification de l'économie et de l'ouverture aux marchés internationaux une priorité nationale. Il a déclaré que l'Agence qu'il dirige coopère avec ses partenaires du Conseil algérien pour le Renouveau Économique et en coordination avec les différents acteurs du secteur de l'investissement pour mettre en œuvre les réformes nécessaires, notamment en fournissant toutes les garanties nécessaires aux opérateurs économiques pour la réalisation de leurs projets et le renforcement de leur compétitivité. Il a souligné que l'AAPI a acquis une forte présence sur les marchés internationaux, comme en témoignent les accords et contrats conclus lors de la récente Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), mettant en exergue le dynamisme des opérateurs économiques algériens et leur capacité à relever les défis. ReKkache a



Omar Rekkache.

appelé chacun à coopérer et à maintenir cette dynamique, à œuvrer pour surmonter tous les obstacles et difficultés, et à créer les conditions favorables au lancement de projets bénéfiques à leurs porteurs et à l'économie dans son ensemble.

Concernant l'activité de l'Agence via la plateforme numérique des investisseurs, le même responsable a indiqué que 832 actifs immobiliers ont été accordés, tandis que 72 porteurs de projets se sont retirés volontairement en raison de leur incapaci-

té à honorer leurs obligations. L'Agence a également annulé 69 décisions d'octroi en raison du manque de sérieux des porteurs. Dans le même contexte, le directeur général de l'AAPI a supervisé l'attribution de contrats de concession d'actifs immobiliers destinés à plusieurs projets d'investissement dans la wilaya de Blida. Ces concessions devraient contribuer à la création de 1 377 emplois directs. Il a indiqué que le nombre de projets d'investissement enregistrés au guichet unique décentralisé de Blida a atteint 533, allant des nouvelles demandes aux investissements d'expansion, pour un montant total estimé à 128 milliards de dinars, avec la création prévue de 16 160 emplois directs. Par ailleurs, le DG de l'AAPI a supervisé hier le lancement du nouveau service numérique « Bourse de partenariat », destiné à faciliter la communication entre les investisseurs et la création de coentreprises. Ce service s'inscrit dans le cadre de la mission de l'agence visant à soutenir le dynamisme du paysage de l'investissement en Algérie et à faciliter la communication entre eux. Lors de cette journée, il a également recueilli les préoccupations de plusieurs investisseurs présents à la rencontre, notamment sur les obstacles administratifs et les exigences liés à l'accès aux biens immobiliers et à l'expansion des projets.

T. Bouhamidi

## LA MARCHE VERS LA SOUVERAINETÉ SANITAIRE Une unité de vaccins inaugurée à Annaba

**L'ALGÉRIE A** franchi une nouvelle étape importante dans sa quête de souveraineté sanitaire, à l'occasion du lancement officiellement d'un projet de production de vaccins au sein de la zone industrielle d'El Bouni dans la wilaya d'Annaba, avant-hier, par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Koudri, qui a réaffirmé l'engagement de l'État à bâtir une industrie nationale capable de répondre aux besoins de santé publique et d'anticiper les crises futures. Koudri a affirmé qu'« il est impératif de respecter les délais et de garantir des standards de qualité aux normes internationales », tout en qualifiant ce projet de « levier stratégique pour réduire drastiquement les importations et consolider la souveraineté sanitaire nationale », lors d'une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie du lancement officiel de ce projet d'envergure porté par le groupe public Saidal. Le projet a été conçu pour produire les vaccins inscrits dans le programme national de vaccination, qui concerne chaque année des millions d'Algériens, en particulier les enfants. Actuellement, la quasi-totalité de ces vaccins est importée, ce qui pèse lourdement sur la balance commerciale et expose le

pays à des vulnérabilités en cas de rupture d'approvisionnement mondiale. Cette initiative ambitionne ainsi de réduire drastiquement la facture d'importation et de positionner l'Algérie comme acteur régional dans le domaine pharmaceutique. Le gouvernement entend, à travers ces nouvelles unités de production, réduire la facture d'importation des vaccins estimée à près de 150 millions de dollars par an. « Cette économie pourrait atteindre 200 millions de dollars grâce à l'élargissement progressif de la gamme de production », a précisé Koudri. Outre l'autosuffisance, cette dynamique ouvre également la voie à des perspectives de promotion des exportations vers d'autres marchés, en particulier africains. Cette nouvelle capacité pourrait servir de levier pour des coopérations régionales, en réponse à l'appel de l'Union africaine à atteindre l'objectif de produire 60% des vaccins utilisés sur le continent d'ici 2040. Le ministre a rappelé, par ailleurs, les résultats obtenus lors de la récente Foire africaine du commerce intra-africain. À cette occasion, son département a signé des accords de coopération et de partenariat d'une valeur dépassant 725 millions de dollars. Décla-

rant : « Ces conventions permettront de développer de nouveaux projets dans l'industrie pharmaceutique et de renforcer l'ouverture de l'Algérie sur les marchés extérieurs. »

### DISPONIBILITÉ DES MÉDICAMENTS GARANTIE

Abordant la question sensible de la disponibilité des médicaments sur le marché national, Koudri a tenu à rassurer les patients en assurant : « Nous n'avons enregistré aucune rupture dans les médicaments essentiels. » Il a également soutenu que « même pour certains traitements spécifiques, notamment ceux destinés aux malades atteints de cancer, les perturbations demeurent ponctuelles et nous intervenons systématiquement pour garantir un approvisionnement régulier. Les malades ne seront jamais laissés sans traitement ». Cette posture proactive, qui place la régulation et la veille sanitaire au cœur de la gouvernance, traduit une évolution notable. L'État ne se contente plus d'intervenir en urgence lors des crises, mais cherche à mettre en place des mécanismes permanents d'anticipation, grâce notamment à la production locale et à des partenariats interna-

tionaux diversifiés.

Pour sa part, la présidente-directrice générale de Saidal, Nabila Benyagzer, a présenté les contours techniques du projet. Elle a expliqué que l'usine sera implantée sur une superficie de 22 267 m<sup>2</sup> au sein de la zone industrielle d'El Bouni, avec un délai de réalisation fixé à 24 mois. La première phase portera sur la fabrication des vaccins inscrits dans le programme national de vaccination, avant d'élargir progressivement la production à d'autres spécialités. Ce développement se fera en partenariat avec l'Institut Pasteur, garant de la qualité scientifique et technique.

Au-delà de la dimension sanitaire, le projet représente une source de création de richesse et d'emplois. Des centaines de postes seront générés, aussi bien dans la phase de construction que dans celle de la production, offrant des perspectives aux jeunes diplômés, en particulier les pharmaciens, biologistes et ingénieurs. Cette dynamique favorisera aussi le transfert de technologie, la montée en compétence des équipes locales et l'émergence d'un savoir-faire national reconnu.

Sihem Bounabi

## NUMÉRISATION DU SECTEUR DU TOURISME Deadline fixée à décembre

**LA MINISTRE** du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a réuni les cadres de son département afin d'évaluer l'état d'avancement des ateliers de numérisation. Elle a insisté sur l'urgence de finaliser ces projets avant la fin de l'année, conformément aux orientations du président de la République. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Présidant cette réunion de coordination, Mme Meddahi a rappelé que la transformation numérique et l'exploitation des technologies modernes constituent désormais un

passage obligé pour moderniser la gestion aux niveaux central et local. Cette transition, a-t-elle ajouté, doit également permettre d'améliorer la qualité des services offerts par les établissements hôteliers, les agences de voyages et les instituts de formation. La ministre a mis l'accent sur l'importance de développer en priorité les systèmes d'information relatifs aux statistiques économiques et sociales, estimant que ces outils sont essentiels pour « renforcer la transparence, améliorer les services, promouvoir l'investissement touristique et

soutenir l'économie locale ». S'agissant de l'artisanat, Mme Meddahi a insisté sur l'accélération de la digitalisation, considérant ce secteur comme un levier économique majeur, capable de générer des emplois tout en valorisant le patrimoine culturel national. Elle a, à ce titre, souligné l'importance d'accompagner et de former les artisans afin d'assurer leur participation active aux manifestations touristiques et économiques. Lors de cette rencontre, la directrice des systèmes d'information et des statistiques a présenté un exposé détaillé sur l'état

d'avancement des projets numériques engagés. Ceux-ci ont déjà permis « d'obtenir des résultats significatifs, notamment en matière de performance administrative et de mise en place de systèmes de suivi plus efficaces des activités sectorielles », selon le communiqué. La ministre a enfin exhorté ses services à poursuivre les efforts de numérisation en renforçant la coopération avec le Haut-Commissariat à la Numérisation, considérant cette transition comme un enjeu stratégique pour l'avenir du secteur.

Khalil Aouir

EXPLOITATION MINIÈRE À TAMANRASSET ET IN GUEZZAM

# Deux nouvelles licences aurifères à la Sonarem

Le groupe Sonarem consolide sa stratégie dans le développement de la filière aurifère. Son président-directeur général, Belkacem Soltani, a annoncé l’obtention de deux nouvelles licences d’exploitation à Tamanrasset et In Guezzam, ainsi que l’entrée en activité prochaine des usines de traitement et de transformation des gisements de Tirek et Amesmessa.



La capacité de production renforcée.

Ces projets devraient renforcer considérablement la capacité de production et de valorisation de l’or du secteur aurifère national. Cette annonce a été faite lors d’une rencontre tenue au siège du groupe avec le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des mines et activités similaires, Mohamed Bekai, et les représentants syndicaux de l’Enor et d’Agenor. La réunion, à laquelle ont également pris part le PDG d’ENOR et le conseiller du groupe, a permis d’aborder les conditions de travail, les préoccupations des employés et la stratégie de développement de Sonarem. Le PDG d’Agenor a plaidé pour la mise en place d’un cadre légal permettant l’achat d’or usagé, le lancement rapide d’une procédure d’importation d’argent et l’obtention d’autorisations pour importer de l’or destiné à la transformation artisanale. Il a également appelé à attirer des artisans qualifiés pour former une main-d’œuvre spécialisée et accroître la valeur ajoutée des produits. Le premier responsable de Sonarem a réaffirmé son engagement à moderniser le secteur aurifère, à concilier performance économique et amélioration des conditions de travail, tout en plaçant la concertation sociale au cœur de la stratégie du groupe. M. Soltani a réaffirmé l’import

tance du dialogue social et de l’implication des partenaires syndicaux dans la concrétisation de la stratégie du groupe, insistant sur l’amélioration des conditions de travail comme levier de performance. Des rencontres régulières et des rapports trimestriels de suivi sont prévus afin d’assurer un accompagnement de proximité.

## EXPORTATION DE MARBRE ET DE CARBONATE DE CALCIUM VERS L’ÉGYPTE

Cette stratégie de développement du secteur minier s’accompagne d’une ouverture vers de nouveaux marchés, le groupe Sonarem a franchi une nouvelle étape dans la valorisation de ses ressources minières. Son PDG a annoncé l’exportation à court et moyen termes de 600 000 m<sup>3</sup> de marbre, ainsi que du carbonate de calcium, en direction de l’Égypte, dans le cadre de l’accord signé lors de la Foire commerciale intra-africain (IATF 2025). Cette annonce a été faite lors d’une rencontre tenue au siège du groupe avec l’homme d’affaires égyptien, Mohamed Ali Al-Azzali, à laquelle ont pris part le directeur général de l’ENG, Zitoune Hamid, et le PDG d’Enamarbe, Mohamed Bessekri. M. Soltani a rappelé que la filière marbre occupe une place centrale dans la stratégie

de développement de Sonarem, grâce à son fort potentiel économique et à la réputation internationale du marbre algérien, reconnu pour sa qualité et sa compétitivité. Le groupe travaille à la restructuration et au renforcement de ses unités afin de tirer le meilleur parti de cette ressource, avec l’ambition de positionner le produit algérien sur de nouveaux marchés. De son côté, Mohamed Ali Al-Azzali a exprimé son intérêt pour le marbre algérien, affirmant disposer de commandes provenant de plusieurs pays, dont l’Égypte, l’Irak, la Syrie, l’Indonésie et la Malaisie. Selon lui, la création d’une agence de distribution, combinée à des prix compétitifs et à une logistique flexible, pourrait ouvrir la voie à de nouveaux débouchés internationaux. Les deux parties ont convenu d’organiser prochainement des visites de terrain dans les carrières algériennes afin d’évaluer leurs capacités de production. Cet accord illustre le dynamisme du partenariat algéro-égyptien et s’inscrit dans la volonté commune de renforcer la complémentarité économique africaine, en offrant de nouvelles perspectives au marbre et au carbonate de calcium algériens sur les marchés régionaux et internationaux.

Rim Boukhari

NUMÉRISATION ET TRANSPORT MARITIME

# Sayoud fixe les priorités

LE MINISTRE de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, a présidé une réunion consacrée à deux dossiers majeurs, à savoir l’évaluation des projets de numérisation du secteur des transports et le développement du transport maritime pour lequel il a annoncé l’octroi de huit agréments. Au sujet de la numérisation, le ministre a affirmé qu’il est impératif d’achever le processus en cours pour le secteur des transports avant la fin de l’année, et ce, conformément aux instructions strictes du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère. Il a insisté sur l’urgence d’accélérer les projets prioritaires en coordination avec le Haut-Commissariat à la numérisation, notamment ceux liés aux systèmes d’information statistiques, économiques et

sociaux. Ces outils sont considérés comme essentiels pour « renforcer la transparence et améliorer l’efficacité de la gestion publique, tout en modernisant les services destinés aux citoyens », a déclaré Sayoud. Concernant le transport maritime, le ministre est revenu sur ses précédentes orientations relatives à la récupération des navires retenus à l’étranger et à la remise en service de ceux immobilisés depuis plusieurs années. Ces mesures ont déjà permis la récupération et la réhabilitation de plusieurs navires, l’amélioration des conditions de voyage et la fin de la crise des billets durant la saison estivale. Elles se sont également traduites par l’octroi de huit nouvelles autorisations à des opérateurs économiques, le renforcement des capacités de la flotte nationale et l’enregistrement de résultats

financiers positifs, a ajouté le ministre, cité par la même source. Le ministre a en outre appelé à accélérer le lancement de la ligne maritime vers le Sultanat d’Oman, adopter des stratégies de marketing modernes pour améliorer la compétitivité de la flotte nationale et poursuivre les efforts visant à renforcer le rôle des entreprises algériennes à l’échelle régionale et internationale. A ce propos, Sayoud a salué les efforts du Groupe algérien de transport maritime et de l’Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), tout en les invitant à maintenir une dynamique compétitive fondée sur l’innovation et le marketing intelligent, conformément à la vision du président de la République en faveur d’une économie diversifiée et numérique.

R. B.

## DÉPLOIEMENT DE LA 5G ET DU HAUT DÉBIT

Les instructions de Zerrouki

L’ALGÉRIE se prépare activement au lancement de la téléphonie mobile de 5e génération (5G). Faisant le suivi des préparatifs de ce lancement qui devrait intervenir avant la fin de l’année en cours, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a donné, hier, des instructions fermes afin d’être au rendez-vous de fin décembre.

Il a souligné « l’importance d’accompagner les préparatifs en cours pour la mise en œuvre de la 5G par les trois opérateurs » de la téléphonie mobile en Algérie, à savoir Optimum Télécom Algérie-Djezzy, ATM Mobilis et Ooredoo qui ont obtenu les licences d’exploitation. Le ministre a abordé la question de la préparation du lancement des services de la 5G lors d’une réunion tenue par visioconférence avec les responsables locaux de son secteur, affirmant que ce type de technologie « nécessite la mise à disposition d’infrastructures appropriées, notamment en accompagnant les opérateurs dans les démarches d’expansion du réseau ». La préparation de la mise en œuvre de la 5G a également été abordée lors d’une visite d’inspection qu’il a effectué à la société algérienne des technologies de l’information et de la communication (Saticom), filiale d’Algérie Télécom, où il a insisté sur la nécessité d’intégrer et de développer « des solutions numériques fondées sur la recherche et l’innovation afin de répondre aux besoins croissants du marché national et d’accompagner la transition vers la 5G », selon un communiqué du ministère.

Zerrouki a, par ailleurs, souligné l’importance stratégique d’étendre la couverture internet haut débit dans les zones agricoles, industrielles et commerciales, car « ces espaces sont essentiels pour soutenir l’investissement et stimuler l’activité économique », a-t-il dit, mettant l’accent sur la nécessité de « répondre immédiatement aux demandes reçues ».

La réunion avec les responsables locaux a également été consacrée au suivi de la mise en œuvre des programmes prévisionnels et à la prise en compte de plusieurs priorités nationales. D’emblée, le ministre a rappelé les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de placer le citoyen au cœur des priorités, en veillant à ce que ses préoccupations soient prises en compte et que des services de qualité et efficaces soient fournis dans des délais raisonnables.

Il a également souligné la nécessité de mener à bien les projets sectoriels inclus dans la Stratégie nationale de transformation numérique, notamment en ce qui concerne la fourniture des infrastructures nécessaires, toujours en respectant strictement les échéances fixées.

A l’issue de la réunion, le ministre a abordé le projet d’extension de la technologie fibre optique jusqu’au domicile (FTTH), rappelant l’objectif national d’achever le réseau de fibre optique d’ici 2027 en soulignant la nécessité d’adopter des indicateurs de performance avec des évaluations intermédiaires périodiques pour atteindre cet objectif stratégique.

T. G.

## COOPÉRATION MÉDICALE ALGÉRO-CHINOISE

# Soixante-deux ans au chevet du patient algérien

Depuis l'arrivée de la première mission médicale chinoise à Saïda, en avril 1963, l'Algérie et la Chine entretiennent un partenariat unique qui a sauvé des vies, rendu le sourire aux patients, formé des générations de médecins et contribué à moderniser le système de santé national. Forcée dans les épreuves de l'après-indépendance, cette coopération, aujourd'hui portée par la 28<sup>e</sup> mission chinoise, s'ouvre à de nouveaux horizons, de la télémédecine à la création d'une Académie sino-algérienne de médecine. Retour sur plus de six décennies d'engagement, d'humanité et de vision partagée.

**PAR SIHEM BOUNABI**

Dans le tumulte d'une actualité souvent dominée par les crises et les tensions, certaines histoires résistent à l'épreuve du temps et témoignent, avec force, de la capacité des nations à nouer des liens fondés sur la constance, la solidarité et la reconnaissance mutuelle. L'histoire de la coopération médicale entre l'Algérie et la Chine en est l'une des plus parlantes. Elle remonte à 1963, soit à peine une année après l'indépendance, lorsque le gouvernement chinois dépêche la première équipe de médecins, en réponse à l'appel de l'Algérie, en quête de soutien pour faire face aux impératifs de santé publique. Depuis, ce partenariat s'est poursuivi sans interruption, traversant les décennies comme un fil rouge de la coopération Sud-Sud, enraciné dans la mémoire collective des deux peuples.

Si la présence des médecins chinois en Algérie débute officiellement au début des années 1960, les racines de cette relation plongent dans les années de lutte pour la libération nationale. La Chine fut l'un des rares pays à apporter un soutien matériel et diplomatique au Front de libération nationale, et ce dès les premières années de la guerre. La Conférence de Bandung en 1955 reste, à ce titre, gravée dans la mémoire. C'est là que Zhou Enlai, Premier ministre de la Chine, et les représentants du FLN affirment la nécessité d'une solidarité active contre le colonialisme.

Lorsque l'Algérie accède enfin à son indépendance, en juillet 1962, elle hérite d'un système de santé exsangue. La colonisation avait laissé derrière elle un paysage médical profondément meurtri, une poignée de médecins algériens seulement pour des millions d'habitants.

La Chine répond la première à l'appel du gouvernement algérien. Elle envoie dès 1963 une équipe médicale dans la wilaya de Saïda. Ce geste, hautement symbolique, illustre une nouvelle conception de la coopération, celle d'un soutien entre pays du Sud, dénué d'arrière-pensées néocoloniales et basé sur des valeurs de solidarité. Deux ans et demi durant, ces pionniers chinois assurent plus de 370 000 consultations, pratiquent environ 3 000 opérations chirurgicales et assistent à plus de 1 000 accouchements, souvent dans des conditions rudimentaires.

Leur engagement dépasse largement le cadre médical. Ils partagent le quotidien des habitants ainsi que leurs difficultés. Parmi eux, la gynécologue Zhang You-ming se distingue par un dévouement exceptionnel, devenu mythique. Un jour, après avoir sauvé la vie d'une jeune femme en couches, cette dernière choisit de prénommer son nouveau-né « Chinwiis » en signe de gratitude. Ce geste, simple mais chargé de sens, résume l'esprit de cette première mission : un lien humain indéfectible né de la solidarité et du respect mutuel.

### 28 MISSIONS ET DES MILLIONS DE CONSULTATIONS

Depuis l'arrivée du premier contingent en 1963, des centaines, puis des milliers de



médecins, chirurgiens, anesthésistes, gynécologues et infirmiers chinois se sont relayés dans les structures hospitalières sur tout le territoire national. Des grandes villes aux zones les plus enclavées, leur empreinte est indélébile. Les chiffres à eux seuls ne disent pas tout, mais ils donnent la mesure. Au fil des décennies, ce lien ne s'est jamais rompu. Depuis 1963, 28 missions médicales chinoises se sont relayées sur le sol algérien, chacune déployée pour une durée de deux à quatre ans. Ainsi, plus de 3 500 praticiens ont été mobilisés dans différentes wilayas, souvent dans les régions où l'accès aux soins reste le plus difficile : Saïda, Médéa, Tizi Ouzou, Sétif, Djelfa, Mascara, entre autres. L'implantation des équipes médicales, décidée conjointement par le ministère de la Santé et l'ambassade de Chine, a pour principal objectif de répondre aux besoins sanitaires les plus pressants.

Mais au-delà des chiffres, c'est un lien humain qui s'est tissé. Un fil discret mais solide qui a traversé les régimes, les époques et les réformes. Des milliers de familles algériennes se souviennent encore du visage d'un « médecin chinois » qui, dans des conditions souvent précaires, a opéré un enfant, assisté à un accouchement difficile ou prodigué des soins là où l'Etat peinait à suivre.

Rapportés aussi bien par les médias nationaux que ceux chinois, les témoignages de la population soulignent la proximité et la disponibilité de ces praticiens qui, malgré la barrière linguistique, ont su instaurer un climat de confiance, basé sur l'écoute et l'humanité. Au-delà des générations et des contextes politiques, cette présence médicale chinoise est traduite dans l'imaginaire collectif algérien comme une forme de

fraternité indéfectible.

Sur le terrain, les médecins chinois parlent souvent de l'Algérie comme d'une terre fraternelle. Ils évoquent la chaleur de l'accueil, la générosité des familles algériennes et la richesse des échanges humains. Certains, après plusieurs années de mission, gardent des liens personnels profonds avec leurs collègues ou patients algériens, allant jusqu'à apprendre quelques mots d'arabe dialectal ou de tamazight.

Du côté algérien, la reconnaissance est forte. De nombreux patients se souviennent encore du « médecin chinois » qui les a soignés dans des conditions difficiles. Ces récits, ancrés dans la mémoire populaire, confèrent à cette coopération une dimension affective qui dépasse les statistiques et bilans officiels.

A l'occasion de la cérémonie de distinction, à laquelle a assisté l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger, Li Jian, marquant la fin de mission de la 27<sup>e</sup> équipe, le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a salué « le niveau et le degré de développement atteint par la médecine en Chine », y voyant naturellement « une destination privilégiée » afin d'établir des projets de coopération et de partenariat commun dans ce domaine.

M. Saïhi a également exprimé le souhait de voir ces relations se consolider à l'avenir, à travers la mise en place de grands projets dans le cadre des investissements, à l'instar de la proposition de création d'une académie sino-algérienne de médecine.

Au cours de l'événement, l'ambassadeur chinois a félicité tous les membres de l'équipe pour avoir « mené à bien leur travail en Algérie » et « s'être vu décerner le

certificat honorifique, qui témoigne de l'approfondissement de l'amitié entre les deux pays ».

Il a tenu à rappeler que la Chine fut pionnière en envoyant sa première équipe médicale en Algérie, à la demande de cette dernière, et que depuis, les équipes médicales chinoises ont non seulement fait bénéficier la population locale de leur professionnalisme, mais ont également contribué à renforcer l'amitié entre les deux peuples.

Li Jian a, encore une fois, assuré de la disponibilité de son pays à collaborer « sincèrement, ouvertement et sans aucune réserve » pour que l'expertise chinoise puisse pleinement être partagée avec les amis algériens.

C'est dans cet esprit de partage et du renforcement du lien que certaines régions doivent beaucoup à ces missions. A Saïda, par exemple, wilaya emblématique de cette coopération fraternelle, l'hôpital local est devenu un centre de référence en obstétrique sécurisée grâce au travail conjoint des équipes algériennes et chinoises. Aujourd'hui encore, elles prennent en charge jusqu'à 90 % des accouchements par césarienne à risque. Les spécialités couvertes sont nombreuses : gynécologie-obstétrique, chirurgie générale, anesthésie-réanimation, ophtalmologie, médecine familiale et médecine traditionnelle chinoise.

### ACUPUNCTURE, UN PONT CULTUREL ET THÉRAPEUTIQUE

Introduite en Algérie dans les années 1970, la médecine traditionnelle chinoise (MTC) s'est progressivement imposée comme une discipline complémentaire.

Depuis 2017, cinq praticiens spécialisés en acupuncture sont détachés chaque année afin de renforcer l'accès à ces soins alternatifs, particulièrement prisés par les patients souffrant de douleurs chroniques. Le centre de médecine traditionnelle chinoise du CHU Ben Aknoun, à Alger, enregistre une fréquentation croissante, confirmant l'intérêt du public pour ces pratiques. Au-delà de l'acupuncture, la MTC englobe également la phytothérapie et le massage thérapeutique, désormais présents dans certaines structures hospitalières algériennes. L'année 2023, marquée par le 60<sup>e</sup> anniversaire de la coopération médicale sino-algérienne, a donné un nouvel élan à ce domaine. Une clinique solidaire d'acupuncture, organisée à l'hôpital Côte d'Azur, a permis à de nombreux malades de bénéficier gratuitement de traitements dont l'efficacité a été largement saluée. Aujourd'hui, des unités pilotes fonctionnent à Alger et à Oran, accueillant des patients atteints de douleurs chroniques, de troubles respiratoires ou de stress. Cette dynamique témoigne à la fois d'une ouverture culturelle et d'une volonté croissante de diversifier l'offre de soins, à un moment où la médecine conventionnelle peine parfois à répondre à toutes les attentes. Pour les autorités sanitaires, l'enjeu est désormais de définir un cadre réglementaire précis, garantissant la qualité et la sécurité des traitements. L'intégration officielle de la MTC dans le système de santé national est ainsi à l'étude, signe de sa reconnaissance progressive et de son potentiel comme passerelle entre deux traditions médicales.

#### UNE MISSION DEVENUE TRANSMISSION

La coopération médicale entre l'Algérie et la Chine ne s'est pas contentée de simples missions ponctuelles. Au contraire, très tôt, elle a pris une dimension structurelle, s'inscrivant dans une logique de formation et de transmission de savoir-faire. Dès les années 1970, plusieurs centaines de médecins algériens ont bénéficié de stages de spécialisation dans les plus prestigieuses universités médicales chinoises, de Pékin à Shanghai, en passant par Canton. Ces séjours ont offert aux praticiens nationaux l'opportunité de se familiariser avec des techniques de pointe et des approches novatrices dans des disciplines aussi variées que la chirurgie cardiaque, l'anesthésie, l'oncologie ou encore l'endoscopie. L'apport n'a pas été unilatéral. En travaillant en Algérie, les médecins chinois ont eux-mêmes découvert les réalités sanitaires d'un pays en développement, confronté à une géographie complexe - du



Sahara aride aux zones montagneuses isolées - ainsi qu'à des pathologies parfois différentes de celles rencontrées en Asie. Cette expérience a contribué à enrichir leur savoir-faire, leur permettant de développer une approche plus adaptée aux contextes variés du Sud global.

Aujourd'hui encore, la dimension formatrice demeure au cœur du partenariat. Chaque année, un contingent de jeunes Algériens obtient des bourses d'études pour se former en Chine dans des filières de médecine, de pharmacie et de recherche biomédicale. Ces cursus permettent de créer une génération de praticiens bilingues et biculturels, capables de servir de passerelle entre les deux systèmes de santé. M. Saïhi l'a rappelé avec force lors de la cérémonie de renouvellement du protocole médical algéro-chinois, affirmant que « cette coopération n'est pas un simple échange de praticiens, mais une véritable école de solidarité et de savoir, où chaque pays apporte et reçoit. »

Le bilan à ce sujet est éloquent. Selon les chiffres officiels, depuis 1963, plus de 15 000 professionnels de santé algériens ont été formés grâce à l'appui de leurs homologues chinois, que ce soit par le biais de stages, d'ateliers spécialisés ou de formations cliniques intégrées. Plus de 600 conférences bilatérales ont été organisées, abordant des sujets de grande importance comme la prévention du cancer du col, la gestion de l'hypertension gravidique, la

vaccination périnatale ou la lutte contre les maladies infectieuses émergentes. Ces échanges, loin d'être anecdotiques, constituent de véritables transferts de compétences qui ont contribué à moderniser le système de santé algérien.

Ainsi, au fil des décennies, la mission médicale chinoise en Algérie s'est muée en un véritable laboratoire de coopération Sud-Sud, où la transmission du savoir est devenue le maître mot. Elle incarne une vision qui dépasse la simple assistance technique, pour s'inscrire dans une dynamique durable de codéveloppement et d'apprentissage mutuel. Dans un contexte mondial marqué par les défis sanitaires - des pandémies aux maladies chroniques -, cette coopération illustre l'importance stratégique de la solidarité médicale internationale et du partage de l'expertise au service des peuples.

#### COVID-19 : UNE ALLIANCE RENFORCÉE EN PLEIN TEMPÊTE

La pandémie de Covid-19 a été un moment de vérité pour toutes les nations, révélant les fragilités des systèmes de santé et la valeur des alliances éprouvées. Entre Alger et Pékin, le fil tissé depuis 1963 ne s'est pas rompu. Il s'est, au contraire, resserré. Dès les premiers mois de 2020, la Chine a dépêché vers l'Algérie plusieurs cargaisons de masques, respirateurs et tests de dépistage, dans un contexte mondial marqué par la rareté et la compétition acharnée pour ces ressources vitales. En mars 2020, alors que le monde entier se confiné, que les hôpitaux sont saturés, que les frontières se ferment, un avion en provenance de Pékin atterrit à Alger, chargé d'hommes, de femmes et de matériel médical. A son bord, 13 médecins et 8 infirmiers chinois, spécialistes des maladies infectieuses, accompagnés d'un lot vital de 500 000 masques chirurgicaux, 50 000 masques N95, 2 000 blouses de protection et des respirateurs pour les soins intensifs, pour une valeur de près de 450 000 USD. Ce premier geste symbolique scelle un réflexe immédiat de solidarité.

Les jours suivants, le flux ne s'interrompt pas. Deux avions militaires chargés de fournitures en provenance de Chine atterrissent sur le tarmac d'Alger. Dans les soutes 8,5 millions de masques chirurgicaux et 100 000 masques FFP2, pour un montant évalué à près de 5 millions USD. Une entreprise chinoise, la CRCC, offre, pour sa part, 100 respirateurs, répondant aux besoins les plus urgents des hôpitaux. Dans ce contexte d'urgence mondiale, où chaque pays tente de sécuriser son matériel, ces cargaisons apparaissent comme un fil de vie tendu entre les deux rives de

l'Eurasie. Au-delà de l'aide matérielle, des équipes médicales chinoises partagent avec leurs homologues algériens les protocoles de soins expérimentés à Wuhan, première ville frappée par le virus. Des visioconférences entre hôpitaux algériens et chinois permettent ainsi d'échanger sur la prise en charge des patients en détresse respiratoire, l'utilisation rationnelle des ventilateurs, la protection du personnel soignant. Pour Abdelhak Saïhi, « ces moments ont rappelé que la coopération médicale n'était pas une idée abstraite, mais une main tendue, concrète, au chevet des malades et des équipes épuisées ».

Pour sa part, l'Algérie ne se contente pas de recevoir des dons, elle s'organise. Dès avril 2020, un contrat est signé avec des partenaires chinois pour l'achat de 100 millions de masques chirurgicaux et de 30 000 kits de dépistage, afin de constituer des réserves stratégiques. Pékin devient alors un fournisseur clé, garantissant l'accès à des équipements vitaux dans un marché international sous tension.

En février 2021, alors que la campagne de vaccination débute timidement, la Chine envoie un nouveau signal fort : 200 000 doses du vaccin Sinopharm sont offertes à l'Algérie. Ce geste consolide une relation déjà nourrie par l'échange de compétences, de matériel et d'expériences. La vaccination de masse devient ainsi le prolongement naturel de ce fil rouge de coopération, tissé dès les premiers jours de la pandémie. Cette même année, la coopération franchit un nouveau cap avec l'installation, à Constantine, d'une unité de production locale du vaccin anti-Covid développé par le laboratoire chinois Sinovac. Une importante étape qui a permis à l'Algérie de lancer une campagne de vaccination de masse et de réduire sa dépendance aux importations. Cette réussite marque une forme de souveraineté sanitaire, rendue possible grâce à la confiance et au transfert de technologie consentis par Pékin. Ainsi, face à une crise planétaire, l'Algérie et la Chine ont confirmé que leur partenariat médical reposait sur une solidarité agissante. Comme un fil rouge, invisible mais solide, cette coopération a permis de traverser la tempête, rappelant que dans les heures sombres, les alliances se mesurent non pas aux discours mais aux gestes concrets de solidarité. La pandémie de Covid-19 a également rappelé que le lien entre l'Algérie et la Chine n'est pas seulement diplomatique ou économique. Il est foncièrement humain. Derrière chaque masque, chaque respirateur, chaque dose de vaccin résonne l'écho d'une fraternité patiemment construite, éprouvée par l'histoire et consolidée par les épreuves.

Suite en page 8



Suite de la page 7

## UNE COOPÉRATION INSCRITE DANS LA GÉOPOLITIQUE DES TEMPS PRÉSENTS

Au-delà du champ sanitaire, la présence continue des médecins chinois en Algérie illustre la solidité et la profondeur des relations algéro-chinoises. Celles-ci s'étendent bien au-delà du domaine médical, pour s'ancrer dans une vision géopolitique où coopération et solidarité deviennent des instruments d'influence et de rayonnement. Lors de sa visite d'Etat en Chine, en juillet 2023, le président de la République Abdelmadjid Tebboune avait déclaré avec conviction que « la Chine a toujours été aux côtés de l'Algérie, hier dans la lutte de libération, aujourd'hui dans le développement. Cette constance est la marque des véritables amitiés. ». De son côté, le président Xi Jinping avait salué « le rôle de l'Algérie comme partenaire stratégique et voix respectée du Sud global ». Ces déclarations traduisent une convergence de vues qui dépasse la seule coopération bilatérale pour s'inscrire dans le projet plus large d'un nouvel ordre mondial, fondé sur l'équité, la complémentarité et le refus de l'hégémonie.

La coopération médicale, loin d'être un simple chapitre technique, est ainsi devenue un symbole diplomatique majeur. Elle incarne l'idée que les relations internationales les plus durables ne se bâtissent pas uniquement sur les échanges commerciaux ou les alliances militaires, mais aussi sur la solidarité dans les moments de vulnérabilité. L'action conjointe dans le domaine de la santé illustre concrètement cette amitié profonde, donnant un contenu tangible au concept de partenariat stratégique global. C'est dans ce cadre que s'inscrivait la rencontre, en mai dernier à Genève, entre Abdelhak Saïhi, ministre algérien de la Santé, et son homologue chinois Lei Haichao, en marge de la 78<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé. Les deux responsables se sont félicités « du niveau élevé et exceptionnel des relations entre l'Algérie et la République populaire de Chine, notamment dans le domaine de la Santé ». Ils ont rappelé « la dimension historique et profonde » de ce partenariat, nourri depuis plus de six décennies par des missions médicales, des échanges scientifiques et des formations conjointes, autant d'initiatives ayant renforcé l'amitié et la solidarité entre les deux peuples.

Au-delà du bilan, la rencontre a ouvert de nouvelles perspectives. Alger et Pékin ont convenu de renforcer la mission médicale déjà présente en Algérie par l'envoi de vingt gynécologues supplémentaires, afin d'élargir la couverture sanitaire et d'améliorer les services dans plusieurs wilayas. Les deux ministres ont également exprimé leur volonté d'approfondir la coopération en matière de formation initiale et continue, d'échange d'expertise dans la gestion des systèmes de santé, mais aussi de numérisation et de modernisation hospitalière. Cette orientation traduit un choix stratégique, celui de consolider une coopération Sud-Sud qui propose une alternative crédible aux modèles dominants, souvent dictés par les institutions internationales ou les puissances occidentales. Pour l'Algérie, qui défend inlassablement le principe de multipolarité et le droit des peuples à disposer de solutions adaptées à leurs besoins, l'alliance avec la Chine dans le domaine médical revêt une portée symbolique forte. Elle confirme la volonté des deux pays de bâtir un partenariat équilibré, fondé sur l'échange d'expertise, le transfert de savoir-faire et la solidarité concrète. A l'heure où la scène internationale est traversée par des crises sanitaires, climatiques et économiques, l'expérience algéro-chinoise apparaît comme un modèle de coopération pragmatique et équitable. Elle démontre que la diplomatie peut aussi se construire autour de la santé, ce domaine

universel qui touche directement la vie des citoyens. Aussi, la mission médicale chinoise en Algérie n'est pas seulement un acte de solidarité, elle est le reflet d'une alliance géopolitique assumée, inscrite dans la géopolitique des temps présents et tournée vers l'avenir.

## TÉLÉMÉDECINE ET HÔPITAUX CONNECTÉS : LE VIRAGE NUMÉRIQUE

C'est dans cet esprit que, depuis 2023, la coopération sino-algérienne en matière de santé a franchi un nouveau cap, s'ouvrant résolument au numérique. Avec le programme « Action Programme 2024 », plusieurs CHU pilotes, notamment à Alger, Sétif et Tizi Ouzou, expérimentent la télé-médecine et l'e-gouvernance hospitalière. L'ambition est évidente : moderniser la coordination des soins, assurer l'interopérabilité des dossiers médicaux et favoriser la formation à distance, un levier essentiel pour pallier le manque de spécialistes dans certaines régions du pays.

La Chine soutient activement cette transition. En mars 2024, elle offre au CHU Abdenour-Saâdna de Sétif un lot d'équipements obstétricaux et pédiatriques de dernière génération, destinés à sécuriser les accouchements à haut risque. Cette dotation constitue un modèle, appelé à être reproduit dans d'autres structures universitaires, notamment dans le Sud, où l'accès aux équipements modernes reste parfois limité.

Ce tournant numérique s'inscrit dans un vaste plan national de modernisation du système de santé lancé par les autorités algériennes. Construction de nouveaux hôpitaux, numérisation des dossiers médicaux, amélioration de la gestion hospitalière, formation accélérée des spécialistes, autant de chantiers qui trouvent dans la coopération avec la Chine un puissant accélérateur. Pékin ne fournit pas seulement des équipements, mais partage aussi un savoir-faire éprouvé dans la mise en place d'hôpitaux connectés et de plateformes de suivi à distance, déjà déployées à grande échelle sur son propre territoire. Les discussions bilatérales en cours laissent entrevoir une nouvelle phase de coopération. Outre l'implantation d'hôpitaux conjoints dotés d'équipements de pointe, les deux pays projettent de lancer des programmes communs de recherche dans les biotechnologies, l'intelligence artificielle appliquée à la santé ou encore la lutte contre les maladies émergentes. Ces projets traduisent une volonté partagée d'inscrire

la coopération médicale dans les grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

A l'horizon 2027, Alger et Pékin ambitionnent d'institutionnaliser ce partenariat. Plusieurs initiatives sont à l'étude, à l'instar de la création d'une académie sino-algérienne de médecine, l'harmonisation des formations universitaires, l'extension de la télé-médecine aux zones les plus enclavées, la mise en place de laboratoires communs, ainsi que le développement d'un réseau hospitalier reliant Alger, Pékin et Hébei. Cette vision à long terme traduit une double ambition : renforcer les capacités nationales de formation, de recherche et de production dans le domaine de la santé, tout en bénéficiant de l'appui technologique, humain et logistique d'un partenaire stratégique.

Au-delà de l'innovation médicale, ce virage numérique symbolise également une modernisation de la coopération Sud-Sud. Pour l'Algérie, il s'agit d'un moyen de répondre aux attentes d'une population jeune et connectée, exigeante en matière de qualité de soins, mais aussi d'égalité d'accès, y compris dans les régions éloignées. Pour la Chine, c'est l'opportunité de consolider son rôle de partenaire global en partageant ses avancées dans un secteur aussi stratégique que la santé. Ensemble, Alger et Pékin dessinent ainsi les contours d'un partenariat médical de nouvelle génération, à la fois technologique, humain et géopolitique.

## UN FIL ROUGE VERS L'AVENIR

Soixante-deux années se sont écoulées depuis l'arrivée des premiers médecins chinois à Saïda. Le monde a changé, l'Algérie aussi. Pourtant, un fil s'est tendu dès ces premiers pas - fragile d'abord, solide ensuite -, reliant deux peuples par l'expérience partagée de la douleur, de l'espérance et de la guérison. De mission en mission, de génération en génération, ce fil rouge s'est tissé comme une trame invisible unissant les destins de l'Algérie et de la Chine.

Ce fil n'a jamais été rompu. Dans les années difficiles, il a apporté le réconfort d'une présence médicale là où tout manquait. Dans les années de croissance, il a accompagné les chantiers de modernisation des hôpitaux, soutenu la formation des jeunes praticiens, renforcé les compétences nationales. Et dans les moments de crise, il a su se transformer en corde solide, tendue entre deux rives pour porter l'effort commun face aux épreuves.

La coopération médicale algéro-chinoise n'a pas seulement soigné des corps. Elle a

transmis le savoir, formé des générations entières, modernisé des structures, mais, surtout, elle a démontré que dans la fragilité de l'humain pouvait se construire une fraternité durable. Le geste du médecin au chevet du patient est devenu un symbole politique et diplomatique, rappelant que les amitiés les plus solides se forment dans les moments de vulnérabilité.

Aujourd'hui, ce fil ancien se prolonge et dessine une nouvelle trame. Celle de la télé-médecine, des hôpitaux conjoints, de la recherche partagée, d'une académie commune. Une toile complexe et vivante qui relie Alger à Pékin, Saïda à Hébei, dans un même dessein, celui de bâtir un système de santé moderne, humain et résilient. La mission médicale évolue mais l'esprit reste le même : la solidarité par la science, la fraternité par le soin.

A l'approche de 2027, ce fil rouge apparaît comme un véritable réseau, une chaîne continue reliant le passé héroïque à l'avenir en construction. Il rappelle que la solidarité n'est pas un geste éphémère, mais une œuvre patiente, capable de résister aux aléas du temps et aux bouleversements du monde. Ce fil, devenu trame, incarne une vérité simple et profonde : la santé est un langage universel, et lorsqu'elle est partagée, elle devient la plus belle traduction de la fraternité humaine.

La coopération médicale algéro-chinoise n'est donc pas seulement une page du passé. Elle est une promesse d'avenir, une promesse tissée patiemment, point par point, comme un tissu qui gagne en densité au fil des décennies.

Ce tissu, désormais, couvre les salles d'accouchement et les laboratoires, les amphithéâtres universitaires et les salles de conférence, et s'étend jusqu'aux nouvelles frontières de la médecine numérique et des biotechnologies.

C'est dans ce fil rouge, tendu sans relâche depuis Saïda en 1963, que se lit la constance d'une amitié et la force d'une alliance. Une alliance qui, à travers la santé, traduit quelque chose de plus grand : la constance dans les relations internationales, l'art de bâtir des ponts durables et la certitude que la solidarité, lorsqu'elle est sincère, devient un patrimoine commun entre les nations.

A l'heure où l'Algérie s'affirme comme un acteur régional majeur et un partenaire respecté dans le concert des nations, ce pan de son histoire rappelle que la solidarité n'est jamais vaine. Elle est une promesse d'avenir, où la santé devient le langage universel d'une fraternité toujours renouvelée.

S. B.



LOISIRS, ÉCOLES, ROUTES...

# Oran à toute vitesse

Avec le nouveau complexe de loisirs en construction, Habibas Land, et d'autres grands chantiers, Oran accélère son développement et modernise ses infrastructures. Ce site de 8 hectares, doté de 10 manèges dernier cri et d'un centre de divertissement moderne, s'apprête à offrir une expérience unique aux habitants.



Des mesures ont été prises hier pour lever les obstacles et permettre l'avancement rapide de la deuxième phase, renforçant ainsi la modernisation qui touche également écoles, routes et autres infrastructures stratégiques de la ville. La première phase de ce projet, réalisée en partenariat sino-algérien, comprend déjà un vaste parking, un centre de loisirs et les 10 manèges modernes. La deuxième étape vise désormais à compléter l'offre, avec des infrastructures supplémentaires autour du complexe et des aménagements destinés à enrichir l'expérience des visiteurs, faisant de Habibas Land un véritable point de repère pour les loisirs dans la région. Dans le même temps, plusieurs autres projets structurants avancent rapidement. Le tunnel souterrain de la Pépinière est presque terminé à l'intérieur, avec une

livraison prévue pour la fin du mois d'octobre. Les aménagements extérieurs, incluant espaces verts, fontaines et statue de l'émir Abdelkader, viendront parachever l'ensemble, contribuant à l'embellissement de ce carrefour stratégique tout en fluidifiant le trafic. D'autres chantiers majeurs suivent le même rythme. Le réseau d'évacuation des eaux pluviales sur la rue Platanes arrive à son terme, avec la fin des travaux de terrassement attendue dans les dix prochains jours, suivie immédiatement de la remise en état de la chaussée. À Bir El Djir, l'établissement pénitentiaire en chantier entre dans sa phase finale. Les aménagements extérieurs, incluant trottoirs et parkings, sont en cours, avec une réception prévue d'ici la fin de l'année. Le secteur de l'éducation n'est pas en reste. Le nouveau lycée du quartier des

1800 logements publics locatifs à Sidi El Bachir doit démarrer prochainement sur le site regroupant 1600 et 1200 logements. Il offrira un bâtiment pédagogique de 34 classes, des laboratoires scientifiques et informatiques, ainsi que des salles dédiées au dessin et à la musique. Plus à l'Est, dans la commune de Gdyl, l'école de police, un projet stratégique de 42 hectares, renforcera la formation des forces de sécurité grâce à des infrastructures modernes dédiées à la formation, à l'hébergement et au sport. En matière d'infrastructures routières et environnementales, les travaux de l'axe du carrefour Hassi Bounif sur la 5<sup>e</sup> rocade seront livrés en octobre, tandis que la tranchée de remblai n°4 du centre technique, couvrant 13 communes, sera réceptionnée début janvier.

D'Oran, Brahim Mazi

ADE DE MÉDÉA

## Sensibilisation sur la rationalisation de l'utilisation de l'eau

LA DIRECTION de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Médéa a lancé une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de l'utilisation et la préservation de l'eau à travers les établissements scolaires, en coordination avec la direction de l'éducation. Initiée à l'occasion de la rentrée scolaire sous le slogan « les ambassadeurs de l'eau », la campagne rentre dans le cadre de la « stratégie visant à instaurer une culture de préservation d'une ressource vitale au sein des générations montantes ». La campagne ambitionne de développer des réflexes positifs chez les élèves par l'organisation de « séances pédagogiques interactives » animées par des cadres de l'entreprise, axées sur la simplification du concept relatif au cycle naturel de l'eau et sur son rôle dans l'environnement et le développement durable. En outre, l'eau étant une source vitale, elle a un rôle économique important en ce qui concerne le développement de la production agricole et industrielle. Aussi, les animateurs ont expliqué aux élèves le processus de l'acheminement de l'eau de la « source au

robinet », les étapes d'analyse et de traitement opérées pour garantir sa bonne qualité au consommateur. La campagne a été lancée dans l'objectif de « consolider les valeurs de conservation de l'eau et de lutte contre le gaspillage » par la sensibilisation des élèves sur les efforts déployés par l'État pour protéger les ressources en eau. Pour les besoins de la campagne, des supports pédagogiques et illustratifs appropriés (présentations, brochures, supports visuels) ont été utilisés et distribués aux élèves afin de les encourager à faire un usage rationnel de l'eau au sein de la société et de leur famille. A travers la campagne « ambassadeurs de l'eau », l'Algérienne des eaux vise à impliquer les élèves dans la diffusion de la culture de la rationalisation de l'eau au sein de leur famille et dans leur milieu afin d'en faire de « véritables messagers de la préservation de cette ressource vitale et sa conservation pour les générations futures ».

Nabil B.

### AGRICULTURE DE COLZA À BATNA

Plus de 1 100 quintaux produits

**VISANT** la promotion de la culture de colza, pas moins de 1 186 quintaux de graines ont été récoltés dans la wilaya de Batna au cours de la saison agricole 2024-2025. C'est ce qu'a indiqué, hier, le directeur des services agricoles (DSA), Ahmed Sebki. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette production a été acheminée vers le point de collecte de la CCLS (Coopérative des céréales et des légumes secs) situé dans la commune d'El Djeddar. « La récolte du colza a été effectuée dans des conditions favorables sur une superficie de 412 hectares répartis sur 4 communes engagées dans le programme de production de cette plante oléagineuse, à savoir Timgad, Zana El Beida, El Madher et Ain Djasser, » a-t-il expliqué. Le DSA a également affirmé que les services agricoles multiplient les efforts, en coordination avec les unités de production et les agriculteurs, en vue de développer la culture du colza, en particulier, et les plantes oléagineuses, en général. Dans ce contexte, des journées de sensibilisation à l'importance de cette filière, ainsi que des sessions d'orientation et de formation sur l'itinéraire technique requis, ont été organisées au regard de l'importance stratégique de la culture du colza pour la diversification de la production agricole et le soutien du secteur de l'industrie alimentaire. Le programme ainsi entrepris vise à obtenir de meilleurs résultats au cours de la saison agricole en cours 2025-2026, a conclu le directeur des services agricoles.

R.R.

### ILLIZI

Plus de dix projets sportifs à l'étude pour 2026

**PLUS D'UNE** dizaine d'études de projets d'installations sportives ont été inscrites en faveur de la wilaya d'Illizi, sur financement sectoriel, et devront être proposés à la réalisation dans le cadre de la préparation du budget de 2026. C'est ce qu'a fait savoir, hier, la direction locale de la Jeunesse et des sports (DJS). Dans ce sens, Mohamed Maalaoui, directeur de la Jeunesse et des sports (DJS) a précisé à l'APS qu'en 2023, le secteur avait inscrit déjà cinq projets d'études pour la réalisation d'une salle de sport au quartier Belbachir, au chef-lieu de wilaya, actuellement finalisée, d'une salle similaire à Timeroualine (commune de Debdeb), deux salles omnisports de 500 places chacune à Debdeb et Illizi, et d'un centre d'accueil des sélections nationales, d'une capacité de 100 lits, à Illizi. En 2024, le secteur a lancé d'autres études liées aux suivis et réhabilitation de l'auberge de jeunes de Debdeb (réalisée à 80%), ainsi que de la Maison de jeunes de Zaouia (commune de Bordj Omar Idriss) et de deux piscines (bassin de 25 mètres) à In-Amenas (en cours de réalisation) et à Illizi (en phase des procédures administratives), a-t-il ajouté. L'opération a également concerné l'étude de modernisation et d'extension du stade d'Illizi, d'une capacité de 10.000 places, actuellement à 50% de réalisation. Pour cette année (2025), le secteur a inscrit un projet de suivi et de réhabilitation du complexe sportif d'Illizi, une opération en cours de réalisation, a fait savoir le DJS, en rappelant une étude qui avait été lancée en 2019 pour le suivi et l'équipement d'une piscine de proximité à Debdeb.

R. R.

## LIGUE 1 MOBILIS – 6ÈME JOURNÉE

# L'USMA ne gagne plus, l'ESM s'impose face à l'ESS

L'USM Alger a enchaîné une troisième contre-performance de suite, en concédant le nul à domicile, à l'occasion de la réception du MC El-Bayadh au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda. C'est le faux pas de trop, face à un adversaire qui n'a pas gagné le moindre match depuis l'entame de la saison.

L'USM Alger a raté une excellente occasion de rejoindre le peloton de tête de la Ligue 1 Mobilis de football, après s'être contentée d'un nul 1-1 contre le mal-classé MC El Bayadh, lundi, dans le cadre de la 6e journée, marquée également par le précieux succès de l'ES Mostaganem contre l'ES Sétif (1-0). Les Rouge et Noir qui restaient sur une défaite contre la JS Saoura (1-0), pensaient avoir réussi l'essentiel, en trouvant le chemin des filets à la 90e+4, par l'intermédiaire du jeune Rayane Mahrouz (1-0), mais c'était sans compter sur la ténacité des visiteurs, qui ont réussi à arracher l'égalisation trois minutes plus tard, par l'intermédiaire de Benyahia, suite à une bévue du capitaine Redoani. Un vrai coup de massue sur la tête des hommes de Benchikha, qui après ce semi-échec à domicile restent scotchés à la 11e place du classement général, avec six points, confirmant une entame de saison en dents de scie. Un résultat qui arrange donc beaucoup plus les affaires du MCEB, particulièrement sur le plan psychologique, car si le club des Hauts-Plateaux reste avant dernier au classement général, avec seulement trois unités au compteur, il s'est fait un peu de bien au moral, en tenant tête à un caduc de la Ligue 1 mobilis, de surcroît, sur son propre terrain. Dans l'autre rencontre disputée en soirée,

## MOSTA ENFONCE L'ENTENTE !

L'ESM renoue avec le succès. Battu il y a quelques jours par la JSK en match en retard disputé au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi Ouzou (0-1), les joueurs du coach Nadir Leknaoui n'ont pas laissé échapper la venue d'une équipe sétifienne en plein doute pour engranger les trois points de la victoire. Sans passer par le round d'observation, les locaux mettent la pression sur la défense sétifienne. Paniqués, les Hamidi et consorts se laissent faire et laissent des espaces, ce dont ont profité les joueurs du coach Nadir Lekanoui qui parviennent à ouvrir la marque peu de temps à peine après le premier quart d'heure de jeu. En effet, sur un bon service de Boulkaboul, étrangement seul, Toumi ne trouve aucune peine pour battre Saïdi et donner l'avantage à son équipe 16'. Poussés par les milliers de fans présents dans les gradins du stade Mohamed-Bensaïd, les locaux vont rater une occasion en or de doubler la mise par le biais de ce même Toumi. Ce dernier, après avoir fait le difficile en pénétrant dans les 18 yards, a conclu avec une frappe complètement

dans les décors (17'). Il a fallu attendre passé la demi-heure de jeu pour voir enfin une réaction des Ententistes. Celle-ci est intervenue suite à un mauvais renvoi de la défense locale. Toual à l'affût exécute une frappe que le portier Hanane parvient à dégager difficilement (31'). Le jeu se concentre par la suite au milieu du terrain avec un léger ascendant pour les locaux qui vont se procurer plusieurs situations de scorer, dont celle qui est intervenue dans le temps additionnel du premier half par ce diable de Toumi, lequel, bien servi par Boulkaboul, voit son but buter sur Boubaker qui parvient à dégager en corner. C'était la dernière action de la première mi-temps avant que l'arbitre Hamlat n'envoie les deux protagonistes aux vestiaires pour la pause. Au retour des vestiaires, c'est le même scénario qui se produit avec une équipe locale qui s'en va directement faire pression sur son vis-à-vis du jour et qui parvient à se procurer des occasions de scorer et de tuer le match. À la 49', Haroun, qui avait remplacé Toumi, reçoit un bon ballon au point de

penalty. Tout seul, il envoie un tir qui frôle les cadres gardés par le portier Saïdi. Quelques minutes plus tard, le même joueur, Haroun en l'occurrence, se procure un bon ballon avant d'exécuter une frappe qui allait mourir sur la transversale des cages gardées par Saïdi alors qu'on jouait la 62'. Malgré les changements effectués par le coach Hey en alignant Abeddy et Boukri pour animer un peu plus le côté offensif, il ne fut rien. C'est plutôt les partenaires de Mehdi Zeffane qui vont rater une occasion de sceller le sort du match à leur actif. Sur un mauvais renvoi du portier Saïdi, Bougataya récupère le cuir mais son lobe rate sa cible (85'). Finalement, le match se termine par ce score d'un but à zéro à l'actif de l'ESM qui renoue avec le succès après la défaite contre la JSK concédée il y a quelques jours alors que côté sétifien, c'est encore une fois, la déception avec ce deuxième revers de suite après celui contre le MBR (0-3).

Le bal s'était ouvert samedi et s'est poursuivi dimanche, sans changement en tête

du classement après le nul concédé par le trio de tête: la JS Soura, le MB Rouissat et l'Olympique Akbou.

La JS Saoura est allé chercher le point du nul à Alger face au promu l'ES Ben Aknoun (1-1) après avoir mené au score grâce à Boutiche (26'), l'infatigable Hachoud a égalisé pour les locaux. Idem pour le MBR, qui est allé faire (1-1) chez l'ASO Chlef, tandis que l'Olympique Akbou a raté une excellente aubaine de s'emparer de la première place après le nul concédé à domicile face à l'USM Khenchela (1-1). La bonne opération de cette journée est à mettre à l'actif du MC Oran qui renversé la lanterne rouge le Paradou AC (3-1), après avoir été mené au score. L'affiche de la 6e journée entre le CR Belouizdad et le CS Constantine disputée au stade 20 aout, n'a pas connu de vainqueur dans un match à rebondissements (2-2). Le sommet de cette journée, entre le MC Alger et la JS Kabylie a été reporté à une date ultérieure en raison de la participation des deux équipes à la Ligue des champions de la CAF.

## CRB : Ramovic fustige les choix de la FAF et la qualité des terrains

**APRÈS** un nouveau match nul face au CS Constantine, l'entraîneur du CR Belouizdad, Saed Ramovic, ne s'est pas contenté d'analyser la prestation de ses joueurs. Devant les journalistes, il a livré un véritable plaidoyer contre les conditions de jeu et les décisions de la Fédération algérienne de football par rapport aux stades homologués.

Ramovic a tenu d'abord à rappeler les ambitions du Chabab, tout en pointant du doigt des manquements structurels : «

Pour un grand club comme le CR Belouizdad, il est naturel que notre objectif soit de jouer le titre. Mais au départ, nous devions régler certains points essentiels, notamment trouver un stade où accueillir nos matchs. De plus, il nous fallait le soutien de nos supporters, surtout que nous avons disputé six rencontres entières sans la présence de notre public. »

La question des infrastructures reste son cheval de bataille. Le coach a dénoncé sans détour la qualité des pelouses et l'ho-

mologation de certains stades : « Nous savions que nous allions affronter une bonne équipe, avec un excellent entraîneur, et nous étions conscients que le match ne serait pas facile, surtout sur cette pelouse. Même lors de la rencontre précédente, le même problème s'était posé, ce qui rend les choses plus difficiles et expose nos joueurs au risque de blessures. »

Et de conclure, en visant directement la FAF : « Je me demande comment la Fédération algérienne de football a pu homolo-

guer ces terrains (stade 20 Août). Pourquoi on peut pas jouer dans d'autres terrains alors que d'autres clubs peuvent ? »

Au-delà du résultat sportif, les propos de Sead Ramovic traduisent un malaise plus profond qui traverse aujourd'hui le championnat algérien : infrastructures inadéquates, stades mal homologués et décisions fédérales contestées. Si le CR Belouizdad veut rester compétitif et viser le titre, son entraîneur estime qu'il faudra d'abord régler ces problèmes structurels.

# AFC LDC : Mahrez buteur face à Belmadi et Al Duhail Boulbina muet

Opposé hier au plus Algérien des clubs Qataris, Riyad Mahrez a inscrit un but avec Al Ahli en Ligue des Champions Asiatique. Ils auraient pu être au moins quatre à prétendre disposer du passeport algérien, si Karim Boudiaf avait été présent.

De cette rencontre entre Al Duhail et Al Ahli, il n’y aura finalement aucun vainqueur, ce même si les quelques spectateurs de Doha en auront eu pour leur argent. Au coup d’envoi, Boulbina débutait côté locaux tandis que Mahrez était en charge de l’animation offensive de sa formation d’Arabie Saoudite, le tout sous les yeux de Djamel Belmadi, désormais coach d’Al Duhail. S’il a disputé l’intégralité du match, Adil Boulbina n’aura pas pour autant brillé, au contraire du capitaine de l’Équipe Nationale. Plutôt inspiré, notamment dans ses passes, Riyad Mahrez a ainsi profité d’une erreur de relance du gardien adverse pour marquer et donner l’avantage aux siens avant la pause. La rencontre se terminera sur un match nul (2-2) qui ne fait pas les affaires d’Al Duhail, qui compte 1 point sur 6 dans cette compétition contre 4 pour son adversaire.

## BOULBINA « J’ESPÈRE RETROUVER MAHREZ EN ÉQUIPE NATIONALE »

En zone mixte après la rencontre de Ligue des Champions entre Al Duhail et Al Ahli, Adil Boulbina n’a pas caché son émotion d’avoir affronté Riyad Mahrez. Le jeune joueur algérien a confié sa fierté d’évoluer face à une légende qu’il admirait depuis tout petit. « C’était un honneur, on a échangé nos maillots, et inch’Allah on se retrouvera en sélection », a-t-il déclaré.

## BRAHIMI DOUBLE PASSEUR FACE À AL SHORTA

Yacine Brahimi était derrière les deux buts de son équipe Al Gharafa face à Al Shorta en Champions League asiatique. Ahmed Al Ganehi fait le pressing et récupère une mauvaise relance adverse sur le côté droit, il donne à Brahimi dans la surface, ce dernier se retrouve face au gardien et préfère donner à Joselu au point de penalty pour l’ouverture du score (48e). Sur un coup-franc légèrement excentré de 35 mètres, l’Algérien trouve parfaitement la tête du Tunisien Ferjani Sassi pour le second but (54e). Par la suite Brahimi aura deux fois l’occasion de tirer au but dont une fois en cadrant en toute fin de match mais le match se termine sur le score de 2-0 face aux irakiens/.



# Maroc / CAN 2025 : Alerte générale à la CAF

À DOUZE SEMAINES du coup d’envoi de la Coupe d’Afrique des Nations 2025, de vives inquiétudes secouent les coulisses de la Confédération africaine de football (CAF). En cause : les violentes manifestations, notamment à Rabat où 8 sélections dont l’Algérie séjourneront lors du premier tour, qui agitent depuis plusieurs jours le Royaume du Maroc, pays hôte de la compétition. Si, pour l’heure, aucun communiqué officiel ne remet en cause l’organisation de la CAN sur le sol marocain, des sources proches de l’instance pan-africaine laissent entendre que le board de la CAF envisage déjà un éventuel plan de substitution. Une solution de repli qui ne serait activée qu’en cas de dégradation significative de la situation sécuritaire. La CAF, bien consciente de l’enjeu symbolique, sportif et logistique que représente cette édition 2025, reste officiellement prudente. Pour l’instant, le Maroc conserve la confiance de l’instance dirigée par Patrice Motsepe. Mais dans les couloirs du siège de la CAF, au Caire, l’inquiétude est palpable. Ce n’est pas la première fois qu’une CAN fait face à une menace en raison d’un contexte politique ou sécuritaire tendu. Mais à ce stade avancé de la préparation, un changement de pays hôte serait un véritable séisme, tant pour les supporters que pour les diffuseurs et partenaires commerciaux. La réalité politique actuelle pourrait tout compromettre. Reste à savoir si la situation s’apaisera dans les semaines à venir ou si, au contraire, la CAF devra prendre une décision historique. Ce ne serait pas une première avec le Maroc, qui avait déjà décidé de manière unilatérale de ne pas accueillir la CAN 2015 en raison de la pandémie d’Ebola.

## ELIM. MONDIAL 2026/GROUPE C

# L’Afrique du Sud sanctionnée, l’enjeu relancé !

Le verdict de la FIFA est tombé ! L’Afrique du Sud, qui avait fait jouer un joueur suspendu dans les éliminatoires de la Coupe du Monde 2026, a été défalquée de 3 unités. En plus de ce retrait de points, il y aura une amende de 10 000 Francs suisses. Cette mesure disciplinaire relance l’enjeu pour le ticket de qualification directe au Mondial dans la poule “C”. Tout a commencé avec la plainte commune des Béninois, Nigériens et Lesothais. Ces derniers avaient contesté la participation de Teboho Mokoena lors du match de la 5e journée en réception du Lesotho (succès 2-0). Le joueur sud-africain devait purger une suspension pour cumul de cartons. Ainsi, le milieu de terrain du Mamelodi Sundowns ne devait donc pas participer à ce duel. Mokoena avait écopé de deux avertissements dans cette campagne avant cette rencontre. C’était contre le Bénin (1ère journée) et le Zimbabwe (4e journée).

## LA DERNIÈRE JOURNÉE RISQUE D’ÊTRE EXPLOSIVE

Dès lors, il était en infraction. En effet, le code disciplinaire de la FIFA dans son alinéa 19.1 est clair. “Si un joueur prenant part à un match est déclaré inéligible à la suite d’une réclamation, l’équipe à laquelle il appartient est sanctionnée d’un match perdu par forfait et d’une amende de CHF 6 000 minimum. Le joueur peut également être sanctionné”, peut-on lire. Comme attendu, il y a eu application du règlement (défaite 0-3 sur tapis vert). Avec trois unités en moins acquises lors du succès 2 buts à 0 face au Lesotho, les Bafana Bafana (14 points/+3) voient le Bénin lui passer devant avec 14 points et un meilleur goalaverage général (+4). Pour sa part, le Nigéria (11 points) n’est plus qu’à 3 longueurs tout comme le Rwanda. Les deux dernières journées risquent d’être explosives. La lutte pour le précieux sésame qui battra son plein. Notamment avec un Afrique du Sud – Rwanda et un Nigéria – Bénin au menu de l’ultime round. Après, il faut noter que l’Afrique du Sud garde (un peu) son destin entre les mains même si le rebondissement n’est jamais loin.



## EN : LES ARBITRES DES MATCHS FACE À LA SOMALIE ET L’OUGANDA

LA FÉDÉRATION Internationale de Football Association (FIFA) a procédé à la désignation des arbitres qui officieront lors des deux prochaines rencontres de l’équipe nationale, comptant pour les neuvième et dixième journées des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026.

Le match **Somalie – Algérie**, prévu 9 octobre 2025 au stade Miloud Hadeft d’Oran (17h) sera dirigé par un quatuor du Malawi. M. Godfrey Phillip Nkhakanaga (arbitre central) sera assisté par ses compatriotes, M. Clemence Kanduku (1er assistant) et M. Pondamali Tembo (2e assistant).

Le quatrième arbitre est M. David Chinoko. Pour le match **Algérie – Ouganda**, prévu le 14 octobre au stade Hocine Ait Ahmed de Tizi-Ouzou, la FIFA a désigné un quatuor mauricien composé de M. Ahmad Imte haz Heeralall (arbitre central), M. Aswet Teeluck (1er assistant), M. Jean Marc Jeff Pithia (2e assistant) et M. Jean Brandy Stevie Baillache (4e arbitre).

## COUPE ARABE - QATAR 2025 : LE PROGRAMME DES RENCONTRES DE L’EN

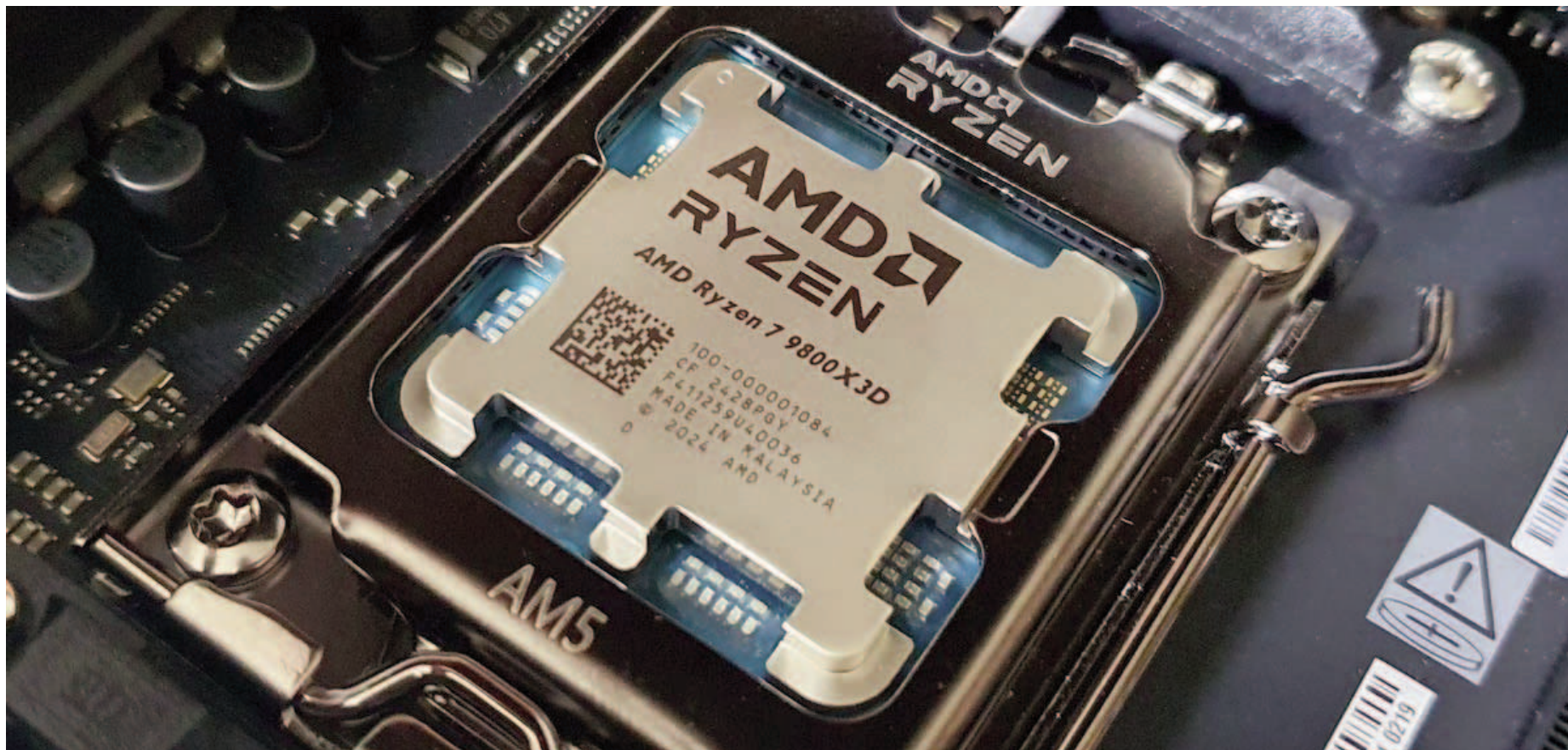
LA SÉLECTION nationale connaît le programme de ses rencontres lors de la prochaine Coupe Arabe des Nations 2025. Un tournoi qui se tiendra au Qatar du 1er au 18 décembre 2025. En effet, placée dans le groupe D, l’EN entamera sa campagne le 3 décembre contre le vainqueur du match Soudan - Liban.

Les Verts affrontent le 6 décembre le gagnant de la confrontation Bahreïn-Djibouti, avant de terminer la phase de groupes le 9 décembre face à l’Irak. Pour rappel, voici la composition des groupes pour la Coupe Arabe des Nations 2025 qui aura lieu au Qatar du 1er au 18 décembre 2025 :

Groupe A : Qatar, Tunisie, Syrie ou Soudan du Sud, Palestine ou Libye  
Groupe B : Maroc, Arabie Saoudite, Oman ou Somalie, Yémen ou Comores  
Groupe C : Egypte, Jordanie, Emirats Arabes Unis, Koweït ou Mauritanie  
Groupe D : Algérie, Irak, Bahreïn ou Djibouti, Liban ou Soudan

# AMD progresse irrésistiblement face à Intel : ses parts du marché x86 sont au plus haut !

*Mois après mois, trimestre après trimestre, AMD grignote du terrain et représente aujourd'hui plus de 32 % du marché desktop face à Intel, plus à son avantage sur les puces pour laptops.*



**D**ans le secteur du processeur x86, la place de numéro un reste, encore et toujours, associée à la société Intel. « Encore et toujours », mais la montée en puissance d'AMD, observée depuis plus de cinq ans, se poursuit, irrésistible.

**AMD proche des 30 % sur les serveurs**  
Nous sommes habitués au rituel. Depuis maintenant plusieurs mois, AMD publie un rapport de situation du marché du CPU x86 en se basant sur les données de l'institut Mercury. Une publication qui n'est pas innocente : elle marque à chaque fois la montée en puissance du groupe de Lisa Su. Mercury découpe le marché du processeur x86 en trois grandes catégories avec, d'abord, la question des puces pour serveurs où Intel conserve une large avance sur AMD : 72,7 % de parts de marché au second trimestre 2025 contre 27,3 % pour AMD. Cela dit, la progression d'AMD sur ce secteur est remarquable avec un YoY (sur douze mois) en hausse de 3,6 points et un QoQ (par rapport au même trimestre l'an dernier) en hausse de 2,1 points. Une hausse qui reflète bien sûr les succès remportés par la gamme EPYC, plus puissante, plus sobre et plus économique que

son homologue Xeon d'Intel. Il faut toutefois remarquer qu'entre le premier et le deuxième trimestre 2025, AMD stagne : Intel aurait-elle trouvé un moyen de mieux placer ses Xeon ? À vérifier...

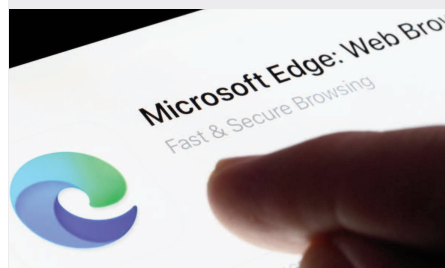
**Puces desktop : AMD, haut la main !**  
Passons maintenant au secteur des puces pour desktop ou machines de bureau. Il s'agit d'un des deux secteurs que nous traitons le plus sur Clubic et, avec celui des laptops, celui qui vous concerne le plus, fidèles lecteurs. Ces puces animent la plupart de nos machines. Là, il est difficile de voir autre chose qu'un triomphe pour AMD qui progresse de manière presque irrésistible depuis bientôt dix ans avec, simplement, un accident de parcours sur le troisième trimestre 2022. Aujourd'hui, AMD prend sur ce seul secteur 32,2 % de parts de marché avec une progression de 4,2 points sur le trimestre précédent et rien de moins que 9,2 points de mieux en YoY. En d'autres termes, alors qu'en 2016/2018, il se vendait 9 processeurs Intel pour 1 AMD, nous sommes aujourd'hui à 2 processeurs Intel pour 1 AMD ! Mieux, la progression enregistrée sur l'année écoulée est la plus rapide enregistrée

| AMD Share Summary - Finals | 2025 Q2 Current Quarter |               | 2025 Q1 Prior Quarter |               | 2024 Q2 Year Ago Quarter |               | Unit Share Change (points) |     | Revenue Share* Change (points) |      |
|----------------------------|-------------------------|---------------|-----------------------|---------------|--------------------------|---------------|----------------------------|-----|--------------------------------|------|
|                            | Unit Share              | Revenue Share | Unit Share            | Revenue Share | Unit Share               | Revenue Share | Q/Q                        | Y/Y | Q/Q                            | Y/Y  |
|                            | 27.3%                   | 41.0%         | 27.2%                 | 39.5%         | 24.1%                    | 33.8%         | 0.1                        | 3.2 | 1.5                            | 7.2  |
| Server                     | 27.3%                   | 41.0%         | 27.2%                 | 39.5%         | 24.1%                    | 33.8%         | 0.1                        | 3.2 | 1.5                            | 7.2  |
| Desktop                    | 32.2%                   | 39.3%         | 28.0%                 | 34.4%         | 23.0%                    | 18.8%         | 4.2                        | 9.2 | 4.9                            | 20.5 |
| Mobile                     | 20.6%                   | 21.5%         | 22.5%                 | 22.2%         | 20.3%                    | 17.7%         | -2.0                       | 0.2 | -0.7                           | 3.9  |
| Total Client               | 23.9%                   | 27.8%         | 24.1%                 | 26.6%         | 21.1%                    | 18.0%         | -0.2                       | 2.8 | 1.3                            | 9.8  |
| Total CPU                  | 24.2%                   | 33.0%         | 24.4%                 | 31.7%         | 21.3%                    | 24.2%         | -0.2                       | 2.9 | 1.3                            | 8.8  |

par AMD sur les dernières années et, bien sûr, une bonne part de ce succès repose sur la réussite de la gamme Ryzen 9000. Une gamme qui permet en plus à AMD de s'imposer de manière encore plus nette en revenus plutôt qu'en unités expédiées. Là, on parle d'une part de marché de 39,3 % pour une augmentation YoY de 20,5% ! Sur le mobile, Intel fait mieux que résister Enfin terminons sur une bonne note pour Intel et, sans doute, un point à renforcer pour AMD : le secteur des puces pour ordinateurs portables ou laptops. Là, si AMD a connu de remarquables succès jusqu'en milieu d'année 2022, les choses ont tendance à se tasser, voire à régresser pour la firme de Lisa Su. Au contraire, on note que depuis la fin d'année 2024, la progression d'Intel est constante au point de s'accaparer aujourd'hui 79,4 % de parts de marché, soit une

bien meilleure position qu'au plus bas du deuxième trimestre 2022 (75,4 %). Forcément, AMD est sensiblement moins bien avec une baisse de 1,9 point en QoQ et encore de 0,3 point en YoY. Rien de dramatique donc pour AMD, mais une situation qui n'évolue pas dans le bons sens alors que la firme efface pour ainsi dire ses gains des deux dernières années. Une situation que l'on peut tempérer en regardant les parts de marché en termes de revenus. Là, AMD récupère 21,5 %, elle vend donc ses processeurs un peu plus cher qu'Intel. Si les revenus d'AMD sont en baisse de 0,7 point par rapport au trimestre précédent, ils sont toujours en hausse de 3,9 points sur un an. Des chiffres qui s'expliquent par une meilleure position d'AMD sur le segment des portables milieu de gamme alors qu'Intel l'emporte que l'entrée de gamme.

## Découvrez à quoi pourrait ressembler la prochaine interface de Microsoft Edge centrée autour de Copilot



**MICROSOFT** expérimente une nouvelle interface pour Edge baptisée Olympia UI, plaçant l'intelligence artificielle au cœur de l'expérience utilisateur. Ce prototype révèle les ambitions du géant de Redmond pour transformer radicalement la navigation web.

Le navigateur Edge pourrait bientôt arborer un tout nouveau visage. Microsoft a récemment développé un prototype d'interface utilisateur qui repositionne Copilot comme élément central de l'expérience de navigation sur Windows 11. Cette interface expérimentale revoit entièrement l'organisation traditionnelle des éléments du navigateur avec une barre d'adresse repensée, un cadre de fenêtre épuré et l'introduction d'onglets verticaux.

**Microsoft Edge : vers une barre d'adresse centrée autour de l'IA et de Copilot ?**  
L'une des transformations les plus frappantes de cette interface est le positionnement de Copilot. Il est désormais directement intégré à la barre d'adresse, dont la taille a été réduite et qui est centrée au milieu de l'écran. Cet agencement met en lumière l'assistant du géant de Redmond, en faisant de la

recherche et du chat la principale fonctionnalité de l'omnibox. Un microphone est également visible en permanence pour l'activation vocale. La navigation par onglets a par ailleurs été repensée, avec des onglets verticaux accessibles depuis une barre latérale, ou, dans une autre version, positionnés à l'horizontale, mais sous la barre d'adresse. Un menu déroulant sur la droite regroupe diverses fonctionnalités telles que l'historique, les favoris et les téléchargements. Un prototype visiblement abandonné, mais qui pourrait mettre sur la piste du futur Edge. Ce prototype a récemment été repéré par Leopeva64 sur X, lequel précise que l'interface Olympia aurait déjà été écartée au profit d'un autre design inspiré de l'application Copilot pour Windows. Il indique toutefois que l'ancien prototype demeure bel et bien présent dans certaines builds d'Edge Canary.

À vrai dire, même lui ignore les véritables intentions de Microsoft avec ce nouveau design, tant il est à un stade très précoce et que la plupart des fonctionnalités demeurent inutilisables. L'hypothèse la plus probable suggère que cette interface était initialement destinée au mode Copilot d'Edge, ce qui expliquerait l'emphase mise sur l'assistant IA dans la barre d'adresse. Actuellement, l'activation du mode Copilot pour les utilisateurs se contente de déplacer le bouton de l'assistant du côté droit vers la barre d'adresse à gauche, exactement comme dans la maquette Olympia. Même si cette interface ne verra peut-être jamais le jour, du moins sous cette forme, elle donne un premier aperçu de ce que Microsoft prévoit pour intégrer l'IA dans Edge. Il y a d'ailleurs fort à parier que Copilot occupera une place centrale au sein du navigateur dans les années à venir.

# Firefox ne peut toujours pas se passer de Google, même pour la recherche visuelle

**Pour apporter la recherche visuelle à Firefox, Mozilla a choisi Google Lens. Un choix pragmatique qui en dit long sur la difficulté du navigateur à s'émanciper de son rival.**

La recherche visuelle débarque (enfin !) dans Firefox. Le navigateur open source permet désormais d'interroger le web à partir d'une image grâce à... Google Lens. Une intégration qui pourrait passer pour un banal enrichissement fonctionnel, mais qui raconte aussi autre chose. Face à Chrome, qui monopolise toujours plus des deux tiers du marché, l'éditeur n'a plus les moyens de jouer la rupture totale. Pour continuer à séduire et à exister, Mozilla doit composer avec Google, y compris lorsqu'il s'agit de ses propres innovations.

## Google Lens s'invite dans Firefox

La recherche visuelle devrait progressivement faire son apparition dans le menu contextuel de Firefox, sur ordinateur. En effectuant un clic droit sur n'importe quelle image, les utilisateurs et utilisatrices verront apparaître « Rechercher une image avec Google Lens ». Sans grande surprise, l'outil doit permettre de retrouver des produits similaires pour faire du shopping, d'identifier des lieux ou des objets, de copier et traduire du texte intégré à une photo, ou simplement d'explorer le web à partir d'une image.

Mozilla a confirmé que le déploiement sera mondial, mais limité pour l'instant aux versions desktop configurées avec Google comme moteur de recherche par défaut. Comme d'habitude, la fondation a également encouragé les utilisateurs et utilisatrices à signaler d'éventuels dysfonctionnements et à partager leur ressenti sur l'ergonomie, afin d'ajuster l'emplacement de l'option et d'explorer d'autres points d'accès possibles, comme la barre d'adresse ou la page d'un nouvel onglet. Un cordon toujours difficile à couper



Présentée comme un simple bonus pour l'internaute, l'arrivée de Lens dans Firefox renvoie en réalité à un problème que Mozilla traîne depuis des années. Malgré ses tentatives pour diversifier ses revenus avec des abonnements comme Mozilla VPN, Pocket Premium, Relay Plus ou Monitor, la fondation dépend toujours presque entièrement de l'accord qui fait de Google le moteur de recherche par défaut. Pour rappel, en 2023, ce contrat représentait encore près de 85 % de son chiffre d'affaires.

Le sujet avait refait surface au printemps, au moment même où le Département de la

Justice américain envisageait d'interdire ce type de partenariats pour limiter l'influence de Google sur la recherche en ligne.

Mozilla s'était alors rangée derrière son principal concurrent, expliquant qu'un arrêt brutal de ce financement compromettrait le développement de Gecko, son moteur de rendu, l'un des derniers à ne pas être basé sur Chromium, et, avec lui, une part essentielle de la diversité technique du web.

Une dépendance qui dépasse toutefois la seule question des revenus. Totalisant près de 70 % de parts de marché, Chrome fixe

aujourd'hui l'essentiel des standards du web. Les développeurs conçoivent et testent d'abord pour Blink, adoptent les API soutenues par Google et veillent à ce que leurs sites fonctionnent parfaitement dans son écosystème. Avec un peu plus de 2 % d'adeptes seulement, Firefox n'a plus vraiment la capacité d'infléchir ces choix et doit s'adapter pour rester compatible avec un web qui se construit ailleurs.

Dans ces conditions, l'adoption de services comme Google Lens par Firefox n'a rien d'un pari audacieux : c'est surtout une façon de ne pas décrocher face aux usages que le leader impose.

## Samsung entame une guerre des prix contre TSMC dans les puces à 2 nm



**TSMC** est aujourd'hui le leader incontesté des puces gravées à 2 nm. Samsung va donc essayer d'être plus agressif pour lui voler des clients.

TSMC avance très vite dans le nec plus ultra de la production de semi-conducteurs, avec une gravure à 2 nm qui sera utilisée en pleine capacité dès l'année prochaine. Il faut dire que les clients se poussent pour pouvoir obtenir des livraisons du fondeur taïwanais, laissant son concurrent Samsung un peu le bec dans l'eau. Mais le géant de Séoul n'a pas dit son dernier mot !

Samsung va proposer des prix réduits jusqu'à -33%

Si TSMC connaît un énorme succès avec son mode de gravure à 2nm, il faut noter que ses prix sont à la hauteur de la demande, avec un prix facturé de 30 000 dollars le wafer. Et c'est sur cette variable que Samsung souhaite jouer.

En effet, pour attirer les clients, comme nous le rapporte Sammobile, Samsung va casser les prix, et appliquer une réduction qui pourra aller jusqu'à -33% sur les prix

pratiqués par TSMC. Résultat, ceux qui opteraient pour l'option sud-coréenne pourront payer 20 000 dollars par wafer. De quoi sûrement en faire réfléchir certains.

## Les lignes de production de Samsung attendent les commandes

Il faut dire que Samsung vit actuellement une période assez différente de celle de TSMC dans le domaine. La société a elle aussi développé un procédé de gravure en 2 nm, mais contrairement à son rival, le carnet de commande est loin d'être rempli, et les chaînes de production sont loin d'être utilisées à plein. Réduire les prix d'une manière aussi importante devrait avoir un impact sur la marge de Samsung, surtout après avoir investi des milliards de dollars dans les infrastructures de production, que ce soit en Corée du Sud ou bien aux États-Unis. Mais devant la difficulté à sécuriser un nombre de clients suffisants, il semble qu'il vaille mieux avoir un départ générant un flux de revenus plus faible que d'attendre d'hypothétiques clients. La méthode fonctionnera-t-elle ?

## ChatGPT est-il bridé en secret ? La réponse officielle d'OpenAI

**SI VOUS** avez remarqué que ChatGPT adopte un comportement étrange lorsque vous évoquez un sujet sensible, vous n'êtes pas le seul. Et c'est une décision délibérée de la part d'OpenAI...

De plus en plus d'utilisateurs, que ce soit sur X.com ou sur Reddit, dénoncent le fait que ChatGPT bascule automatiquement vers un autre modèle, plus prudent ou

moins libre, sans qu'ils aient demandé quoi que ce soit. Une tendance d'autant plus problématique pour les abonnés payants, qui ont le sentiment d'être privés des meilleures fonctionnalités de la plateforme.

## Manque de transparence ?

Les critiques portent avant tout sur le manque de transparence d'OpenAI, car il est difficile de savoir quand et pourquoi l'intelligence artificielle (IA) décide d'exploiter un autre modèle. Cela donne l'impression de subir des « contrôles parentaux », tandis que ceux qui payent estiment régresser en perdant la maîtrise de leur expérience, car incapables d'ajuster eux-mêmes le niveau de risque ou de sensibilité. Certains vont jusqu'à parler de « mise en scène d'interface » : ChatGPT donne l'illusion du choix alors que les décisions se prennent en coulisses. La situation est telle que Nick Turley, vice-président du chatbot, a pris la parole dans un thread publié sur X.com. Objectif : apaiser les utilisateurs contrariés.

## iPhone 17e : Apple va encore plus écrémer son entrée de gamme pour pousser vers le 17



**AVEC L'ARRIVÉE** attendue de l'iPhone 17e début 2026, Apple ne cherche pas à créer le meilleur rapport qualité-prix, mais plutôt à rendre son excellent iPhone 17, encore plus désirable.

La stratégie consiste à opérer des concessions techniques marquées sur le modèle « e » pour mieux justifier la montée en gamme.

L'iPhone 17 a posé ses valises avec un argument de poids :

son écran 120 Hz. C'est précisément ce jalon qui éclaire la stratégie d'Apple pour le futur iPhone 17e, successeur d'un 16e au succès commercial honorable mais mitigé en Europe. En dessinant une frontière technique plus nette, la firme de Cupertino espère clarifier sa gamme et orienter plus franchement les consommateurs vers son modèle standard.

Le grand écart technique

La principale différence se jouera sur l'écran. Alors que l'iPhone 17 a enfin généralisé l'affichage adaptatif 120 Hz, offrant une fluidité impeccable et un mode écran toujours allumé, le 17e resterait cantonné à une dalle 60 Hz. Une petite consolation viendrait de l'adoption de l'îlot dynamique (Dynamic Island), qui moderniserait sa façade, mais la différence de confort visuel avec le modèle 17 sera flagrante au quotidien.

Côté photographie et puissance, la modération sera également de mise. Le 17e conserverait un unique capteur principal de 48 Mpx, performant mais solitaire, là où la gamme 17 propose plus de polyvalence. Sous le capot, une puce A19 assurerait des performances solides, au niveau du reste de la gamme.

La manœuvre est limpide : offrir l'essentiel, sans plus.

Les étoiles et les lumières que vous voyez quand vous vous frottez les yeux ont un nom !



Vous avez sûrement vu ces lumières bizarres en vous frottant les yeux. Il s'avère que ce phénomène a un nom, phosphènes.

Un phosphène est un phénomène caractérisé par l'expérience de voir la lumière sans lumière entrante à l'œil, en frottant les yeux. Ce frottement cause une pression qui stimule mécaniquement les cellules de la rétine provoquant cet effet. Ce phénomène est également connu par les méditants et ceux qui utilisent les drogues psychédéliques.

Les phosphènes peuvent être aussi causés par l'éternuement, le rire, une forte toux, un coup sur la tête ou une pression artérielle basse (comme se mettre debout trop rapidement ou avant la perte de connaissance).

## L'origine du Pit Bike !

**UN PIT BIKE** est une petite motocyclette tout-terrain utilisée à l'origine pour rouler autour des stands ou des aires de repos des courses de motocross. Depuis le début des années 2000, les courses de Pit Bike, un sport similaire au motocross, sont devenues populaires aux États-Unis, en particulier en Californie.

Le nom Pit Bike provient de l'utilisation d'une Honda Z50 pour rouler autour des zones de stands de courses de motocross à travers les États-Unis. Cette petite moto est aussi connue sous le nom de Dirt Bike. Le prix relativement bon marché et la mobilité de ces motos les ont rendues faciles à utiliser lors des courses.

Au moment où cette moto est devenue relativement célèbre, Honda a changé le nom de la Z50 à XR50 en 1999 et a fait de grands changements à la moto. Quelques-uns de ces changements comprennent un réservoir d'essence en plastique, un amortisseur arrière unique, une refonte du cadre et de l'apparence totale de la moto. Alors que les adolescents et les jeunes adultes commençaient à s'intéresser à la Z50, des pièces de rechange améliorées pour ces Pit Bikes sont devenues disponibles pour les rendre plus puissantes et confortables pour les plus grands.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS

# Italie : Un homme filmé à 3.000 m d'altitude sur une gyroroue électrique dans les Dolomites



• bêtise •

*À plus de 3.000 mètres d'altitude, un homme a été filmé dévalant les pentes de la montagne qui abrite le glacier de la Marmolada, dans les Dolomites, sur une gyroroue électrique*

« On n'avait jamais vu ça auparavant. » Alors qu'ils revenaient d'une mission participative de mesure du glacier de la Marmolada, dans les Dolomites italiennes, un petit groupe de chercheurs de l'université de Padoue a fait une rencontre pour le moins surprenante. Ils ont en effet été dépassés par un homme en équilibre sur... une monoroue électrique, rapporte Il Dolomiti.

Dans la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux du Musée de géographie de l'université de Padoue, on aperçoit l'individu casqué, dévalant une pente caillouteuse sur son engin motorisé. On le voit même slalomer entre les chercheurs, avant de filer droit en direction du glacier... à plus de 3 000 mètres d'altitude.

« En proposant de transformer la Marmolada, lieu d'exploitation en haute altitude, en un

modèle innovant de développement durable, nous n'avions certainement pas envisagé ce type d'utilisation.

L'avenir de nos montagnes se dessine à nos pas », commentent les chercheurs sur Instagram.

« La montagne, pire qu'un parc d'attractions »

Le problème, comme le rappelle Ouest-France, est que ce type de moyen de transport se trouve dans un flou juridique en Italie.

Si l'accès aux sentiers de haute montagne est en principe interdit aux vélos pour préserver les écosystèmes, les réglementations ne semblent pas encore avoir statué sur l'usage de la monoroue électrique.

Mais une chose est sûre : la scène a agacé de nombreux internautes. Sous la vidéo, on peut lire ce commentaire ironique :

« La montagne, c'est désormais pire que Gardaland » (un parc d'attractions italien, ndlr). Un autre s'interroge : « S'il tombe dans le précipice, on est censé venir le secourir ? »

Tandis qu'un internaute renchérit : « Ces personnes sont inconscientes et causent des dégâts à la faune et à la flore. »

## Elle réalise son rêve et parvient à traverser la Manche à la nage en 16 heures



### LA SASKATCHEWANAISE

Aerin Bowers a réussi l'un des buts suprêmes de sa vie en traversant la Manche à la nage. Son périple lui aura pris 16 heures. Après des mois de préparation, elle a accompli son objectif avec fierté. J'étais vraiment heureuse, soulagée et fière et, oui, reconnaissante envers tous ceux qui m'ont soutenue et qui sont sur mon bateau, affirme Aerin Bowers. C'était un moment vraiment, vraiment épique.

### Nager entre 40 et 50 km

Bien que la distance entre les rives française et anglaise soit d'un peu moins de 33 kilomètres, selon la Channel Swimming Association, le mouvement des marées rallonge le périple de nombreux par-

ticipant. Aerin Bowers n'y a pas échappé. Elle estime avoir parcouru entre 40 et 50 km dans des eaux à 16 degrés Celsius. J'ai nagé avec une marée plus importante que ce à quoi je m'attendais, raconte-t-elle. La dernière marée a été très difficile à surmonter. J'ai en quelque sorte nagé sur place pendant près de deux heures, en bougeant à peine, en essayant simplement de maintenir ma cadence de nage, en essayant de garder mes bras en mouvement.

### Nager à la mémoire de son père

Initialement, Aerin Bowers devait tenter l'exploit en septembre dernier, pour coïncider avec ses 50 ans et l'anniversaire du décès de son père. Or les conditions météorologiques l'en ont empêchée.

Elle a également ramassé des fonds pour la Fondation Bon départ de Canadian Tire, qui subventionne l'accès aux activités sportives ou physiques pour les enfants.

La nageuse de longue distance considère la traversée de la Manche comme la traversée la plus emblématique de son sport.

## En Russie, cette famille d'ours polaires s'est installée dans une station de recherches abandonnée

Sur l'île de Kolioutchine, en Sibérie, six ours blancs ont élu domicile dans une ancienne station de recherche. En excursion dans la région, le blogueur Vadim Makhorov a pu filmer les spécimens de très près.

**INSOLITE** - Drôle de tanière pour cette famille d'ours polaires qui s'est installée dans une station de recherche météorologique abandonnée.

Ces images étonnantes, tournées en Sibérie, au nord-est de la Russie mi-septembre, ne sont pas l'œuvre de l'intelligence artificielle, mais bien celles du blogueur spécialisé dans les voyages, Vadim Makhorov. Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête de l'article, ces images tournées au drone permettent de voir les ours de très près.

L'un sort par la porte, quand l'autre passe son museau par la fenêtre. Sûrement un peu dérangés par

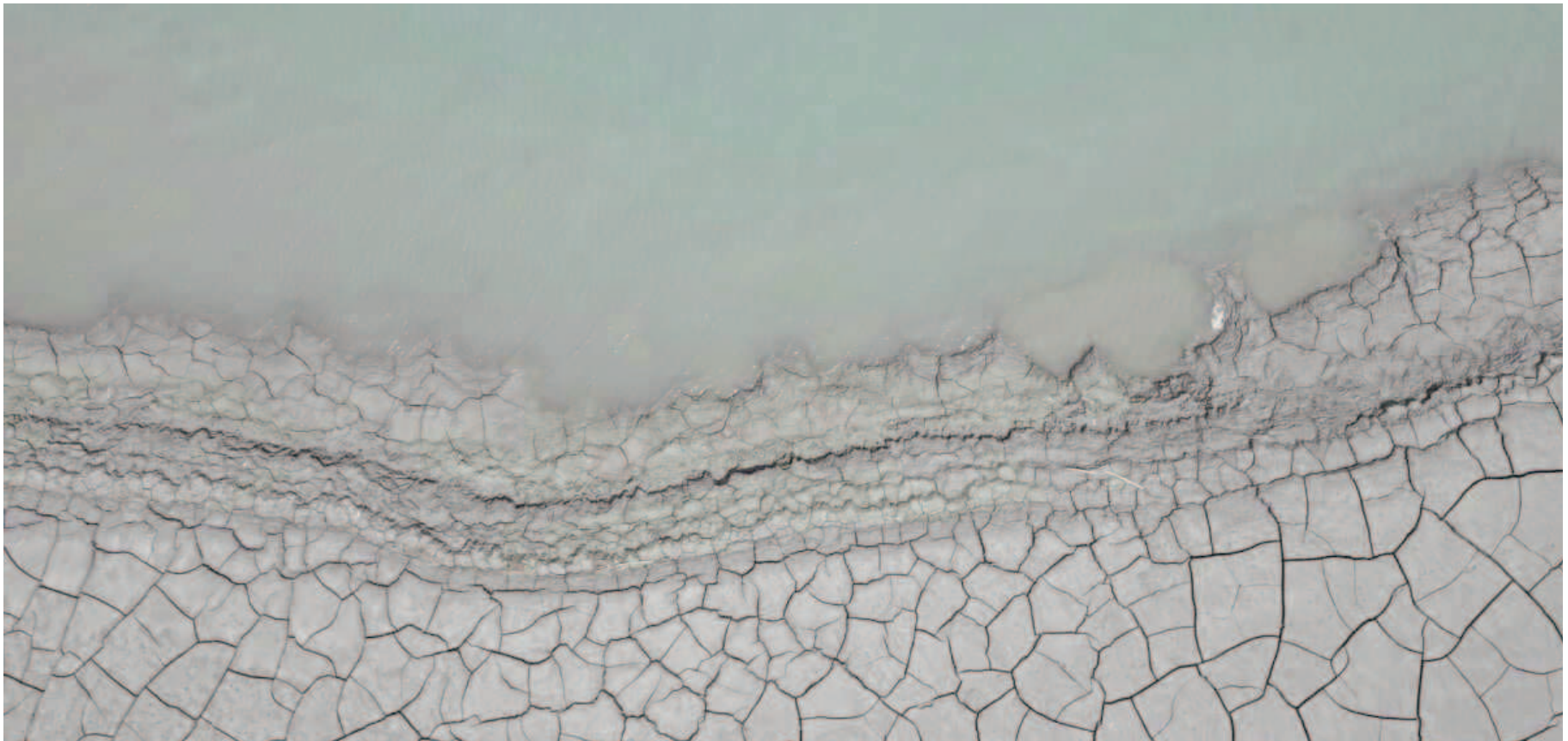
le drone de l'explorateur, les ours observent l'engin l'air étonné.

L'un d'entre eux tente même de l'attraper, tandis qu'un autre, essaye de le croquer.

« Les ours doivent considérer que ces maisons font un bon abri contre le vent, la pluie et tout ce qu'il y a sur l'île », raconte Vadim Makhorov à l'agence Reuters. La station est inhabitée depuis 1992, après la chute de l'Union soviétique. Et aujourd'hui, les infrastructures semblent vétustes mais elles tiennent debout, assez pour accueillir au moins les six ours observés ce jour-là.



# L'état général de la nature "n'est pas bon", tance l'Agence européenne de l'environnement



**Malgré ses efforts dans la lutte contre le changement climatique, l'Europe est confrontée au déclin de la biodiversité et doit faire beaucoup plus pour sauver la nature, alerte l'Agence européenne de l'environnement dans un rapport.**

**"D**es progrès significatifs ont été réalisés dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique, mais l'état général de l'environnement en Europe n'est pas bon", tranche l'Agence européenne de l'environnement (AEE), qui a compilé les données de 38 pays à travers le Vieux Continent.

"La biodiversité décline (...) en raison de pressions persistantes liées à des modes de production et de consommation non durables", a souligné la directrice de l'AEE, Leena Ylä-Mononen, lors d'un point presse à Bruxelles lundi 29 septembre. "De même, les ressources en eau

de l'Europe sont sous une pression sévère : le stress hydrique affecte déjà un tiers de la population européenne", a-t-elle insisté.

**81 % des habitats protégés sont dans un état médiocre ou mauvais**

Réalisé tous les cinq ans, cet état des lieux intervient au moment où les États européens ont approuvé un compromis à minima sur la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2035. En outre, ils ne parviennent pas à s'entendre sur une proposition ambitieuse de la Commission européenne de baisser de 90 % les émissions en 2040 par rapport à 1990. Au sein de l'Union européenne, les émissions de gaz à effet de serre ont chuté de 37 % depuis 1990 grâce à la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles et au doublement de la part des énergies renouvelables depuis 2005. Mais "la nature continue de subir dégradation, surexploitation et perte de biodiversité", note l'agence européenne. Quelque 81 % des habitats protégés sont dans un état médiocre ou mauvais, 60 à 70 % des sols sont dégradés et 62 % des masses d'eau ne sont pas dans un bon état écologique. Le changement climatique

exacerbe la rareté des ressources, mais il est possible de faire jusqu'à 40 % d'économies d'eau grâce à une meilleure gouvernance, des efforts dans l'agriculture et le recyclage, l'innovation technologique et la sensibilisation du public, selon l'agence.

Dans le secteur du bâtiment, la majorité des constructions n'ont pas été conçues pour faire face au changement climatique. Et 19 % des Européens ne sont pas en mesure de maintenir la température à un niveau confortable dans leur logement alors que la fréquence des vagues de chaleur extrême est de plus en plus élevée.

Et seuls 21 des 38 pays membres de l'AEE disposent de plans d'action pour la santé en cas de canicule, souligne l'agence.

**Coûts en hausse**

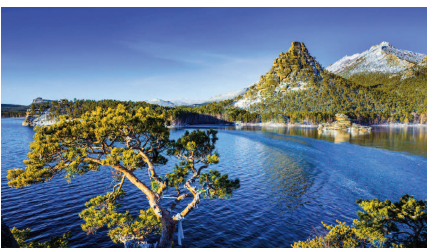
Plus généralement, les événements extrêmes liés au climat et à la météo (canicules, inondations, glissements de terrain, feux de forêt) ont causé plus de 240 000 morts entre 1980 et 2023 dans l'UE. Le coût de ces événements ne cesse d'augmenter : les pertes économiques annuelles moyennes étaient 2,5 fois plus élevées entre 2020 et 2023 que sur la

période 2010-2019. En 2023, le coût des inondations en Slovaquie s'est élevé par exemple à 16 % du PIB du pays.

Dans ce contexte, l'agence appelle l'Europe à transformer son économie. "La durabilité n'est pas un choix, la question c'est quand la mettre en œuvre : à court terme, en commençant maintenant, ou va-t-on la remettre à plus tard, auquel cas cela sera plus difficile et les coûts de l'inaction seront plus élevés", prévient Catherine Ganzleben, une responsable de l'agence.

"Nous devons agir (...) avant qu'il ne soit trop tard", a réagi la vice-présidente de la Commission européenne Teresa Ribera, en charge de la transition écologique. "Nous devons radicalement intensifier nos efforts en matière de résilience climatique et d'adaptation", a-t-elle déclaré. Prévenir la pollution réduit le nombre de décès et de maladies et leurs conséquences funestes. En terme de pollution de l'air, le nombre de morts liées à l'exposition aux particules fines a fortement chuté, se réduisant de 45 % entre 2005 et 2022. "Cela montre qu'une bonne politique environnementale peut améliorer les vies", a souligné Jessica Roswall, commissaire européenne en charge de l'environnement.

## Ce pays est devenu le premier entièrement couvert par une Réserve de biosphère



**L'UNESCO** a désigné une trentaine de nouvelles "Réserves de biosphère". Parmi elles figure le premier pays entièrement couvert par ce statut. L'écosystème marin le plus riche en biodiversité du monde rejoint également la liste. La France, elle, en compte désormais deux supplémentaires.

aurez-vous deviner de quel pays il s'agit ? "Près de 1 130 kilomètres carrés de pics

volcaniques", de forêts tropicales "luxuriantes" et de "paysages agricoles fertiles" nichés dans le golfe de Guinée : c'est ainsi que l'UNESCO décrit le premier pays entièrement couvert par une réserve de biosphère, annoncé le samedi 27 septembre parmi les nouvelles désignations.

Les lecteurs de GEO auront peut-être reconnu l'envoûtant archipel de Sao Tomé. Mais savent-ils que la forêt tropicale primaire humide qui couvre près d'un tiers de son territoire, celle d'Obô, appartient au système du bassin forestier du Congo ?

Son écosystème inclut des côtes bordées de mangroves et de récifs coralliens, mais aussi des forêts de nuages coiffant ses montagnes, formant dans leur ensemble un "sanctuaire" pour la biodiversité, souligne l'organisation des Nations unies qui promeut la coopération dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication.

Sao Tomé, un paradis pour l'écotourisme. Par définition, les Réserves de biosphère sont de véritables "laboratoires vivants". En la matière, celle de Sao Tomé a des atouts à faire valoir : l'archipel abrite notamment 148 espèces de plantes indigènes et nombre de reptiles, d'amphibiens, de mammifères et d'oiseaux endémiques, dont le plus célèbre est certainement l'ibis de Sao Tomé (*Bostrychia bocagei*).

Sa vie marine n'est pas en reste, puisqu'outre leurs récifs coralliens, ses îlots (Ilhéus das Cabras, Ilhéu Santana et Ilhéu das Rolas) abritent également des colonies d'oiseaux de mer ainsi que des plages où les tortues marines viennent pondre leurs œufs.

Par le biais de la participation de la communauté, de l'utilisation durable des terres et de la préservation, la Réserve de biosphère de l'île de Sao Tomé protège un patrimoine naturel et culturel irremplaçable.

Mais ce statut valorise également la relation entre l'humain et la nature. En l'occurrence, les Santoméens prennent part à des activités "profondément liées à la terre et à la mer" : la pêche artisanale, la culture de cacao biologique – de renommée mondiale – et de café, l'écotourisme (plongée sous-marine, visite des plantations...), et les marchés locaux d'alimentation et d'artisanat.

**Raja Ampat, "phare mondial" de la préservation de l'océan**

A l'autre bout du monde, il semblait logique que l'écosystème marin le plus riche en biodiversité sur notre planète compte parmi les Réserves de biosphère : c'est désormais chose faite. Située sur la partie indonésienne de l'île de Papouasie, celle de Raja Ampat s'étend sur près de 134 000 km<sup>2</sup>, majoritairement en zones marines (125 652 km<sup>2</sup>, contre 8 172 km<sup>2</sup> d'habitats terrestres).

**www.jeune-independant.net**  
Fondé le 28 mars 1990  
Quotidien national d'information  
Maison de la Presse  
Tahar-Djaout  
1, rue Bachir-Attar,  
Place du 1<sup>er</sup>-Mai  
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49  
(021) 67.15.45  
(021) 67.31.83  
(070) 25.19.19  
Fax : (021) 67.07.46

**Publicité**  
Régie pub JI  
Tél. : (021) 66.26.13  
Fax : (021) 66.06.10  
pub@jeune-independant.net

**JEUNE INDÉPENDANT**  
Céréales, la facture toujours salée  
RIEN À PERDRE...  
TOUT À GAGNER...  
EN OPTANT  
POUR VOTRE  
JOURNAL PRÉFÉRÉ

www.jeune-independant.net  
Fondé le 28 mars 1990  
**QUOTIDIEN NATIONAL  
D'INFORMATION**

Maison de la Presse  
Tahar-Djaout  
1, rue Bachir-Attar,  
Place du 1<sup>er</sup>-Mai  
16016 Alger

Tél. :  
(020) 06.44.02  
(070) 25.19.19  
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe  
Presse et Communication au  
capital de 9 764 000 DA  
\*\*\*\*\*

**Gérant**  
ALI MECHERI  
**Directeur  
de la publication**  
BOUDJEDRI TAHAR  
(KAMEL MANSARI)  
\*\*\*\*\*

**IMPRESSION**  
SIMPRAL  
\*\*\*\*\*

**PUBLICITÉ**  
Régie pub JI  
Tél. : (021) 66.26.13  
Fax : (021) 66.06.10  
jeuneindependant@yahoo.fr  
**CONTACTEZ AUSSI  
ANEP**

« POUR VOTRE PUBLICITE  
S'ADRESSER A :  
L'Entreprise Nationale de  
communication, d'Édition et de  
Publicité » Agence ANEP 01, Avenue  
Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91  
(020) 05.10.42  
Fax: (020) 05.11.48

(020) 05.13.45  
(020) 05.13.77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz  
\*\*\*\*\*

**BUREAUX RÉGIONAUX**  
• Annaba  
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :  
(0662) 18.41.81  
Fax :  
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou  
6, rue Capitaine Si Abdallah  
15 000  
Tizi Ouzou  
Tél. :  
(026) 22.95.62  
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine  
Maison de la persse Ahmed  
Taâkoucht,  
Constantine  
Tél-Fax :  
(031) 66.32.64

• Bejaïa

Bejaïa : Centre Commercial  
SABRACHOU, Quartier Sghir  
Bureau N° 10

**N° Tél. :**  
**034-12-66-21**  
**Email : ljibejaia@yahoo.fr**

• Tipasa B.P. 66-A  
42 000 Tipasa  
Tél. :  
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits  
réservés. Reproduction partielle  
ou totale, par quelque procédé  
que ce soit, interdite sans  
autorisation expresse de la  
Direction.  
Les documents remis, envoyés  
ou électroniquement transmis au  
Journal ne sont pas retournés et  
ne peuvent faire l'objet d'aucune  
réclamation, sauf accord écrit  
préalable.

*Pancréas, poumon, appendice... Les cancers "foudroyants" ou plutôt "agressifs" réduisent considérablement l'espérance de vie.*

**L**e cancer foudroyant se propage très rapidement. Certaines tumeurs comme au pancréas, au sein, au cerveau ou au poumon sont d'évolution foudroyante. Quels sont les symptômes ? En combien de temps devient-il agressif ou incurable ? Quelle est l'espérance de vie ?

**C'est quoi un cancer foudroyant ?**  
Si on parle parfois de cancer "foudroyant", ce terme n'est en réalité pas employé par les médecins. Ils parlent plutôt de cancer "agressif". "Certains cancers ont un potentiel d'agressivité important. Ils ont un risque d'évolution vers le décès ou la rechute important en pourcentage et un délai d'évolution rapide" "L'agressivité d'un cancer réside essentiellement dans sa capacité à donner des localisations à distance ou métastases" explique-t-il.

**Quelle est l'espérance de vie en cas de cancer foudroyant ?**  
"Les cancers agressifs sont des cancers qui ont un potentiel de décès plus important que des cancers moins agressifs, et un risque de décès dans un délai court" informe le Pr Gonçalves. Pour autant "cela ne veut pas dire qu'on ne guérit pas certains cancers agressifs, dont les cancers du sein inflammatoires" précise cet oncologue.

**Quels sont les cancers les plus foudroyants ?**  
La notion de cancer foudroyant ou plutôt agressif peut être associée à la quasi-totalité des localisations. Elle n'est pas spécifique à un organe ou à une catégorie de tissus en particulier. "Il existe ainsi des cancers du sein dits agressifs car ils se présentent d'emblée avec des métastases ou rechutent sous la forme de métastases. Ces cancers agressifs de sein représentent 10 à 20% des cas de cancer du sein. Parmi ceux-ci, le cancer du sein inflammatoire a un potentiel d'agressivité important. Il représente 3 à 4% des cancers du sein. Autre forme plus agressive de cancer du sein, le cancer du sein triple négatif. Ces deux types de cancer du sein ont un potentiel de décès et de rechute plus important que les autres formes de cancer du sein" décrit le Pr Anthony Gonçalves.



## Cancer foudroyant : c'est quoi, quelle espérance de vie ?

**"Les cancers du pancréas sont tous considérés comme agressifs."**  
"Les cancers du pancréas sont tous considérés comme agressifs" ajoute le spécialiste. Le cancer anaplasique de la thyroïde fait également partie de ces cancers agressifs. "Cependant, ce caractère agressif est relatif, indique le Pr Gonçalves.  
Il dépend des possibilités thérapeutiques du moment."  
Et de rappeler le cas du cancer du testicule, cancer qui avant les années 1980 était mortel dans 90% des cas lorsqu'il y avait une rechute et qui, depuis l'émergence d'une chimiothérapie très efficace dans les années 1980, est passé de cancer "foudroyant" à un des cancers les plus curables, même à un stade métastatique. C'est aussi le cas des mélanomes, cancers de la peau très agressifs lorsqu'ils sont diagnostiqués à un stade avancé, et pour qui l'apparition de traitements innovants a complètement changé la donne en situation métastatique (d'une survie inférieure à 12 mois on est passé à près de 50% de survie à 5 ans).

**Quels symptômes ?**  
Les symptômes d'un cancer agressif dépendent du type de cancer mais ils sont similaires à des formes de cancers moins agressives.

**Causes et facteurs de risque**  
Les causes d'apparition d'un cancer agressif sont encore mal connues des scientifiques. Selon plusieurs études, les formes agressives de cancer pourraient être dues à des mutations génétiques qui induisent des résistances aux traitements, ou à la réactivation de gènes normalement inactifs causant un développement rapide des cellules cancéreuses. "Il y aurait un contexte de fragilité génétique plus une exposition environnementale plus le hasard qui entre en jeu" indique le Pr Anthony Gonçalves.

**Diagnostic d'un cancer foudroyant**  
L'agressivité d'un cancer peut être déterminée au moment du diagnostic, après réalisation d'exams. Les symptômes peuvent être différents dans certains types de cancer agressifs, par exemple dans le cas du cancer

du sein inflammatoire.  
"A l'examen clinique, le sein a une présentation inflammatoire : il est rouge, chaud, parfois douloureux, avec un aspect de "peau d'orange" et l'évolution a été rapide, en moins de 6 mois en général" décrit le Pr Anthony Gonçalves.  
Une biopsie permet de confirmer le diagnostic et d'identifier le type de tumeur. En fonction de la nature et de la disposition des cellules cancéreuses, le médecin peut estimer les risques de propagation du cancer.

**Peut-on soigner un cancer foudroyant ?**  
Les traitements d'un cancer agressif ne diffèrent pas forcément du traitement de cancers moins agressifs.  
"Il peut y avoir des traitements agressifs, comme une chimiothérapie avant une chirurgie radicale (mastectomie) dans le cas de cancer du sein inflammatoire par exemple, mais des cancers agressifs peuvent aussi être traités avec des traitements finalement peu agressifs, comme certaines thérapies ciblées"

## Botulisme : symptômes typiques, c'est quoi ?



**LE BOTULISME** est une maladie paralysante liée à une toxine produite par la bactérie *Clostridium botulinum*. Le botulisme est une maladie paralysante dû à une toxine (la toxine botulique) produite par une bactérie (*Clostridium botulinum*). "C'est la toxine qui rend malade et non la bactérie elle-même" souligne Christelle Mazuet, responsable du Centre National de Référence Bactéries Anaérobies et Botulisme à l'Institut Pasteur. Cette toxine est extrêmement puissante et cible les ter-

minaisons nerveuses. Le botulisme alimentaire est le type de botulisme le plus fréquent en France. Il est causé par l'ingestion d'un aliment contaminé par la toxine botulique. "Il n'y a pas de personne à risque" précise l'experte. Tout le monde est susceptible de consommer des produits contaminés. En revanche, les populations sensibles (enfants et personnes âgées) sont susceptibles de développer des formes graves de la maladie et auront naturellement plus de difficultés à se rétablir. Le botulisme infantile est moins fréquent. Il survient chez l'enfant de moins de 1 an lorsque celui-ci ingère la bactérie qui s'implante ensuite dans le tube digestif et fabrique sa toxine. "Il s'agit d'une colonisation du tube digestif" précise Christelle Mazuet. C'est à cause du risque de botulisme que le miel est déconseillé avant l'âge de 12 mois chez les enfants.

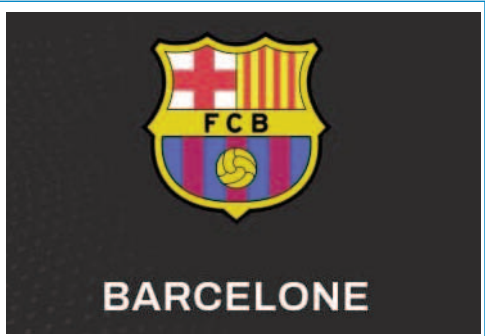
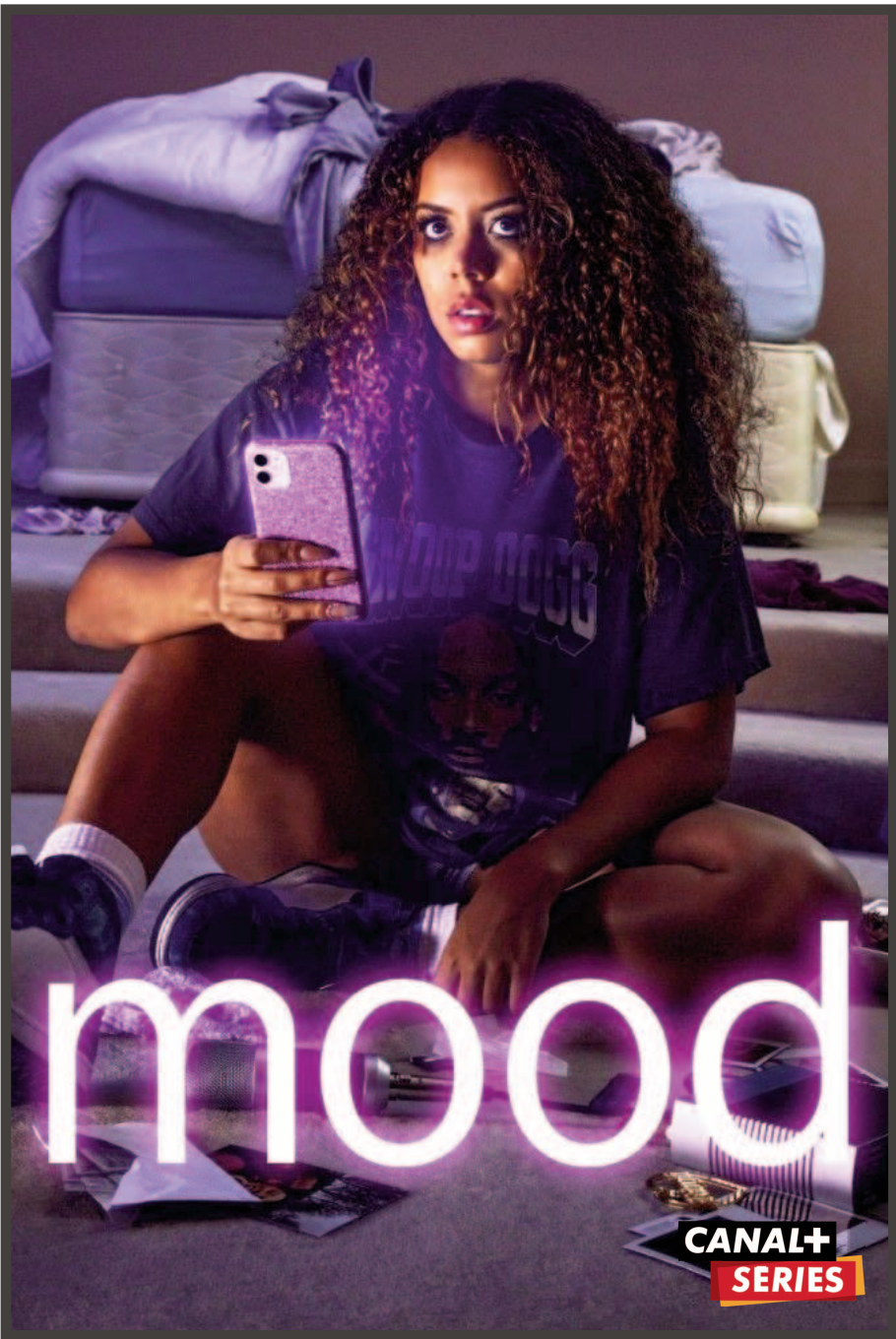
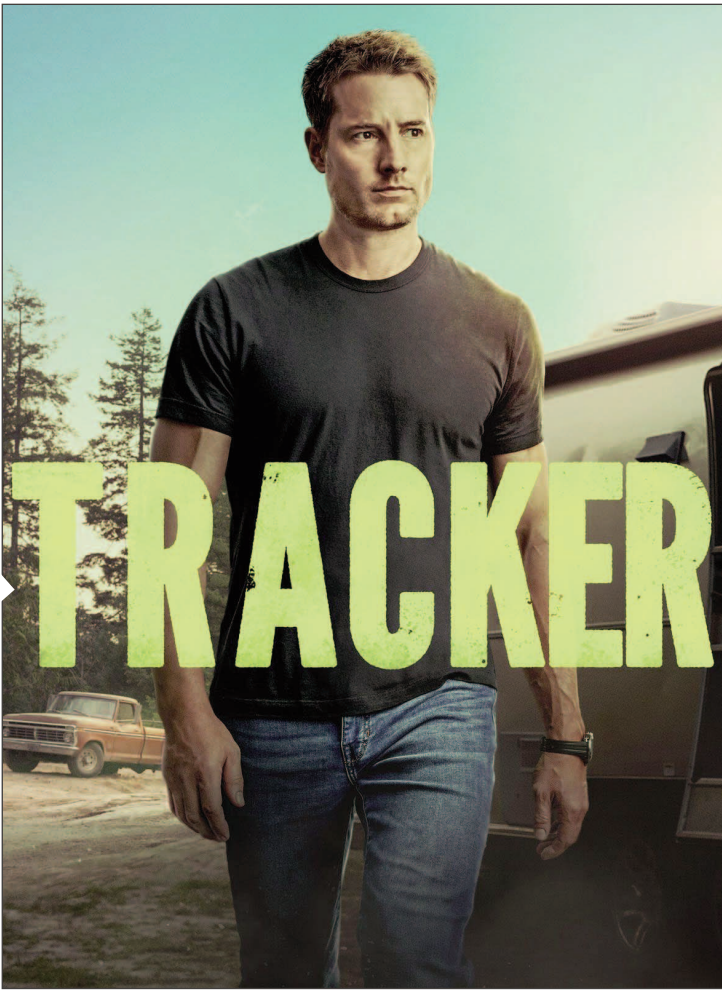
Les symptômes peuvent aller très vite "Le botulisme est une paralysie flasque descendante" explique Christelle Mazuet.

Cela commence par des troubles de la vue (la personne voit double, a les paupières qui tombent). Ensuite, adviennent des troubles de l'élocution et de la déglutition et un défaut de salivation.  
Puis, en fonction de la quantité et du type de toxine ingérée, la paralysie peut s'étendre aux muscles respiratoires et aux membres supérieurs et inférieurs.  
La personne peut aussi présenter des symptômes digestifs (nausées, vomissements, diarrhée...). Ainsi, les formes les plus graves peuvent amener à une tétraplégie et à une insuffisance voire à une incapacité respiratoire. Sans prise en charge médicale, le pronostic est donc létal.

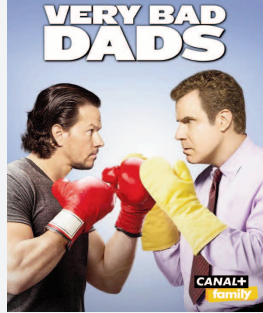
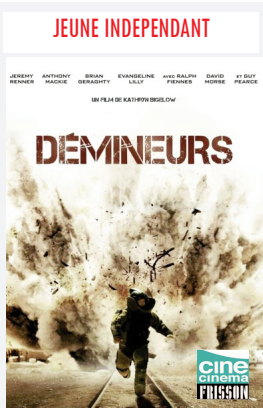
**Quels sont les traitements du botulisme ?**  
"Le traitement est essentiellement symptomatique" explique Christelle Mazuet. "des soins respiratoires intensifs avec ventilation assistée seront mis en place dans les cas les plus graves pour permettre aux gens de respirer". Il existe un sérum qui neutra-

lise les toxines botuliques mais il n'est efficace que s'il est injecté dans les 24 heures qui suivent l'apparition des symptômes. La grande majorité des malades pris en charge rapidement guérissent sans séquelles, mais la durée du traitement et de la convalescence peuvent parfois durer plusieurs mois. Les antibiotiques n'ont aucune action sur la toxine botulique, et ne sont donc pas prescrits.

**Quelles sont les causes du botulisme ?**  
Le botulisme alimentaire s'attrape par l'ingestion de produits contaminés par la toxine botulique. Il est le plus souvent lié, en France, à la consommation d'aliments en conserves de fabrication familiale ou artisanale, plus rarement de fabrication industrielle. Il s'agit notamment de conserves de végétaux peu acides (haricots verts, olives, asperges). Tous les produits de charcuterie "maison" (jambon, jambon cru) sont également à risque. Il existe plus rarement des cas de contamination avec des produits de la mer comme du poisson fumé/ salé-séché artisanal.



CANAL+



télévision

| PROGRAMME DU JOUR |                                                            |                   |
|-------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|
| 21h05             | Série policière Etats-Unis - 2024<br>Tracker               | TF1               |
| 21h05             | Téléfilm dramatique France - 2023<br>Les malvenus          | 2                 |
| 21h05             | Magazine du consommateur<br>Arnaques !                     | 6                 |
| 21h05             | Football : Ligue des champions<br>FC Barcelone / Paris-SG  | CANAL+            |
| 20h50             | Magazine de société<br>France<br>Enquêtes criminelles      | W9                |
| 20h50             | Film de guerre<br>Etats-Unis - 2008<br>Démineurs           | CINE +<br>FRISSE  |
| 21h05             | Société<br>France<br>La vie secrète des supermarchés       | 6ter              |
| 21h05             | Film d'horreur - Etats-Unis 2024<br>Sans un bruit : jour 1 | CINE +<br>PREMIER |
| 21h10             | Football :<br>Ligue des champions                          | CANAL+<br>SPORT   |
| 21h05             | Drame Etats-Unis - 2024<br>The Apprentice                  | CINE<br>CINEMA    |
| 20h50             | Comédie<br>Etats-Unis - 2015<br>Very Bad Dads              | CANAL+<br>family  |
| 21h15             | Comédie<br>France - 2017<br>Alibi.com                      | TMC               |



Série dramatique (2025 - France)  
Saison 1 - Épisode 1

Marie-Antoinette :  
L'affaire du collier

Après avoir reçu la terrible nouvelle de la maladie incurable du dauphin, Marie-Antoinette (Emilia Schüle) plonge dans une profonde dépression, perdant peu à peu le goût de sa vie de cour et les plaisirs qui l'entourent. Alors qu'elle lutte pour maintenir son statut et sa réputation, un nouvel ennemi surgit dans l'ombre : Nicolas de La Motte (Jack Archer), qui, depuis Londres, menace de révéler des correspondances privées compromettantes de la reine.

22h02  
Série musicale (2022 - Grande-Bretagne)  
Saison 1 - Épisode 2

Mood

Meet Sasha. Wannabe singer. Weed smoker. Going nowhere fast. A rowdy 25-year-old from the East End with a bank balance of minus £77. Sasha has big dreams of being a music star but no idea how to get there. After waking up from her pop-star fantasy, Sasha is brought back down to earth: she's still living at home, her sort of ex-boyfriend Anton's been ghosting her for weeks, and she can't remember what happened last night. After a bad argument with her family, Sasha is kicked out of the family home.

| HORAIRES DES PRIÈRES | A N N A B A |       |       |         |       | CONSTANTINE |       |       |         |       | A L G E R |       |       |         |       | O U A R G L A |       |       |         |       | C H L E F |       |       |         |       | M O S T A G A N E M |       |       |         |       | O R A N |       |       |         |       |
|----------------------|-------------|-------|-------|---------|-------|-------------|-------|-------|---------|-------|-----------|-------|-------|---------|-------|---------------|-------|-------|---------|-------|-----------|-------|-------|---------|-------|---------------------|-------|-------|---------|-------|---------|-------|-------|---------|-------|
|                      | Fadjr       | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr       | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr     | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr         | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr     | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr               | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  | Fadjr   | Dohr  | Agr   | Maghrib | Icha  |
|                      | 04:49       | 12:19 | 15:41 | 18:15   | 19:39 | 04:54       | 12:24 | 15:46 | 18:20   | 19:43 | 05:08     | 12:38 | 16:00 | 18:34   | 19:57 | 05:03         | 12:29 | 15:53 | 18:26   | 19:45 | 05:15     | 12:45 | 16:07 | 18:41   | 20:04 | 05:20               | 12:50 | 16:12 | 18:46   | 20:08 | 05:24   | 12:53 | 16:15 | 18:49   | 20:11 |

LE JEUNE

N° 8303 — MERCREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2025

# INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



Maximales

Minimales

|             |     |     |
|-------------|-----|-----|
| Alger       | 27° | 19° |
| Oran        | 26° | 19° |
| Constantine | 24° | 13° |
| Ouargla     | 33° | 19° |

## CATASTROPHES NATURELLES

# Plus de 860 zones à risque recensées

Pas moins de 865 sites à travers le pays sont exposés à des risques majeurs d'inondations et de catastrophes naturelles, alertent les autorités. La prévention continue et la gestion rigoureuse des zones sensibles apparaissent comme les seuls moyens d'éviter des pertes humaines et matérielles importantes.

« Le ministère de l'Intérieur a recensé 865 points noirs à travers le territoire national, considérés comme particulièrement vulnérables face aux catastrophes naturelles », a déclaré, hier, M. Abdelhamid Afra, délégué aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur, sur les ondes de la radio nationale.

Ces zones ont été géographiquement identifiées selon des critères scientifiques précis, incluant la superficie des bassins hydriques, la nature du couvert végétal et la composition des sols. Les données sont collectées et mises à jour par les autorités locales en coordination avec des cellules permanentes au ministère. Dr Afra a insisté sur le fait que la prévention et l'entretien régulier des zones à risque restent la clé pour limiter les dégâts. Selon lui, la gestion des risques en Algérie repose sur une approche méthodique et coordonnée à plusieurs niveaux, alliant prévention, entretien des oueds et des routes, ainsi que nettoyage des zones à forte exposition.

Adoptée en novembre 2020, la stratégie nationale de gestion des risques couvre une période de 15 ans et comprend la prévention, la maintenance des infrastructures et la collecte régulière des déchets dans les zones sensibles. Toutefois, le délégué note que la mise en œuvre progressive est nécessaire, notamment face aux ressources limitées de certaines communes.

La loi n° 24-04 a permis de clarifier les responsabilités en définissant 18 types de risques et en attribuant à chaque secteur ministériel une responsabilité principale, avec le ministère de l'Intérieur comme acteur central dans tous les dossiers de sécurité civile. Concernant les inondations récentes dans la wilaya de M'sila, Dr Afra précise que les crues, prévues par les services météorologiques, n'ont pas dépassé 50 mm. Mais le manque de culture préventive et l'urbanisation anarchique le long des oueds ont aggravé les dommages, réduisant les surfaces hydriques et provoquant l'accumulation de déchets, entraînant l'obstruction des cours d'eau.

Le délégué aux risques majeurs a insisté sur le fait que le nettoyage et la prévention ne peu-



La prévention pour éviter les dégâts.

vent se limiter à une simple opération annuelle. La vigilance doit être continue et partagée, chaque citoyen étant responsable de ce qui se passe dans son environnement.

Face à ces événements, il est primordial de développer une véritable culture de prévention auprès de la population, afin d'anticiper les crises avant qu'elles ne surviennent et de mettre en place des solutions efficaces pour en limiter les conséquences.

Rappelons que depuis le 25 septembre, plusieurs régions du pays, notamment les Haut-Plateaux, ont été touchées par des intempéries.

Des tempêtes d'une rare violence ont frappé les wilayas de M'sila, Djelfa, Tiaret et d'autres encore, provoquant des inondations soudaines et destructrices. Le bilan humain,

déjà lourd avec sept morts, a été confirmé hier par la Protection civile, qui a mobilisé d'importants moyens humains et matériels du 25 au 28 septembre pour faire face à cette situation.

Ces inondations ont fait réagir immédiatement le ministre de l'Intérieur, Saïd Sayoud, qui a annoncé le lancement d'opérations d'inspection et d'expertise technique approfondie, afin de déterminer les causes réelles des dégâts constatés suite aux perturbations météorologiques récentes.

Dans un communiqué du département, il souligne également la nécessité de vérifier l'efficacité des mesures de prévention des inondations mises en place précédemment et de définir clairement les responsabilités de chacun.

Lynda Louifi

## VISA ÉTUDIANT

Plus de 8 000 Algériens attendus sur les bancs français

L'AMBASSADE de France à Alger a publié, hier, les chiffres tant attendus concernant les visas étudiants accordés aux Algériens pour la rentrée universitaire 2025. Ils sont 8 351 jeunes à avoir obtenu le précieux sésame, leur ouvrant les portes des universités françaises.

Dans un communiqué, la représentation diplomatique a déclaré que « Campus France et l'Ambassade de France en Algérie félicitent les 8 351 étudiants algériens qui ont obtenu un visa pour venir étudier en France à la rentrée 2025 ». Ce chiffre marque une hausse notable de plus de 1 000 visas par rapport à l'année 2024, malgré les tensions diplomatiques persistantes entre Alger et Paris.

Selon les précisions de l'ambassade, 87 % des bénéficiaires ont obtenu leur visa après validation de leur candidature via la plateforme Études en France, le dispositif officiel qui centralise les demandes.

A. D.

## M'SILA

### Relogement des familles sinistrées

LE WALI de M'Sila, Nedjmeddine Tiar, a supervisé avant-hier soir, en présence du directeur général du logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Merdjani, l'opération de relogement des neuf familles touchées par les récentes intempéries qui ont frappé la région. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué de la wilaya.

« D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés afin d'assurer le bon déroulement de cette opération. Des camions et des bus ont été mis à disposition pour faciliter le transfert des familles et de leurs biens vers la cité des 400 logements, située dans la commune de Sidi Aïssa », a précisé la même source.

Cette action s'inscrit dans la continuité des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à la prise en charge immédiate et durable des familles sinistrées. Elle fait également suite aux orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, qui s'était déplacé récemment à Sidi Aïssa et à Aïn El Hadjel afin de présenter ses condoléances aux familles des victimes des crues et de constater l'ampleur des dégâts.

Pour rappel, de violentes intempéries ont provoqué, ces derniers jours, des inondations meurtrières dans plusieurs localités de la wilaya, causant d'importants dégâts matériels et humains.

Aymen D.

## 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INSCRIPTION DE LA QUESTION ALGÉRIENNE À L'ONU

# L'héritage de 1955 ravivé

LE PRÉSIDENT du Conseil de la Nation, Azouz Nasri, a reçu hier, au siège de l'institution, les membres du bureau national de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC). Cette rencontre revêt une symbolique particulière puisqu'elle coïncide avec le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies, le 30 septembre 1955, étape qualifiée de « tournant historique » dans l'internationalisation de la cause nationale. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du Conseil.

Lors de cette audience, Nasri a tenu à rappeler que cet acquis diplomatique majeur n'aurait pu être obtenu sans les efforts soutenus de

la diplomatie de la Révolution, conduite par le Front de libération nationale (FLN), parallèlement aux sacrifices considérables consentis par le peuple algérien, hommes, femmes et enfants, pour que l'Algérie vive libre et indépendante. Le président du Conseil a mis en exergue « l'importance capitale que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde au dossier de la mémoire nationale », le considérant comme un pilier fondamental pour consolider l'unité du pays et transmettre aux générations montantes un héritage historique porteur de valeurs patriotiques.

Il a également souligné que « la démarche du chef de l'État repose sur une vision globale

intégrant toutes les dimensions de la mémoire, dans le respect des principes de la Déclaration du 1er Novembre 1954, et traduisant une volonté politique de bâtir une Algérie nouvelle, forte et ancrée dans la continuité, au service des générations futures ».

À cette occasion, Nasri a appelé à « resserrer les rangs et soutenir les efforts du président de la République pour hisser l'Algérie et préserver la souveraineté de ses décisions ». Il a par ailleurs salué l'apport des enfants de chouhada dans la préservation de la mémoire nationale et rendu un hommage appuyé à leurs parents martyrs, rappelant que la protection de leurs droits demeure « un devoir national intangible ».

Aymen D.